



Wild Chimpanzee Foundation®

WCF Siège & Secrétariat
69 chemin de Planta,
1223 Cologny, Suisse

WCF Siège
Bleichertstraße 2
04155 Leipzig, Allemagne

Internet : www.wildchimps.org
Email : wcf@wildchimps.org

**Bureau de la Représentation
Régionale de la WCF en
Afrique de l'Ouest**
23 BP 238,
Abidjan 23, Côte d'Ivoire

Bureau de la WCF en Guinée
BP 1487P
Conakry, Guinée

Bureau de la WCF au Libéria
Opposite German Embassy,
Congo Town, Monrovia, Libéria

Rapport Annuel 2025

**Activités de la Wild Chimpanzee Foundation pour une meilleure conservation
des chimpanzés et de leur habitat en Afrique de l'Ouest**



© Disneynature / Wild Chimpanzee Foundation

Février 2026

Peter Lehmann, Président de la WCF

Une approche intégrée, de la persévérance et de la confiance comme facteurs clés du succès

Objectif

La Wild Chimpanzee Foundation a pour objectif de préserver les dernières grandes populations de chimpanzés d'Afrique de l'Ouest, une espèce en danger critique d'extinction, dont le comportement, étudié par les scientifiques depuis des décennies, nous aide à mieux comprendre notre propre nature humaine.

Depuis sa création en 2000, la Wild Chimpanzee Foundation a développé une approche intégrée visant à renforcer la préservation des habitats vitaux des chimpanzés et à les protéger contre les menaces directes telles que le braconnage. Les zones abritant d'importantes populations de chimpanzés sont désignées et bénéficient d'un statut de protection juridique, qui doit ensuite être appliqué. À cette fin, nous coopérons avec les gouvernements et les autorités locales, en apportant à ces dernières notre expertise, du matériel et un soutien au renforcement de leurs capacités. Nous travaillons avec les communautés locales, en les sensibilisant à l'importance de la conservation de la nature à travers des tournées théâtrales et d'un programme d'éducation environnementale extrascolaire destiné aux jeunes, appelé Club PAN. En collaboration avec les populations locales, nous développons des méthodes durables d'agriculture, d'agroforesterie et de tourisme, afin de garantir leurs moyens de subsistance, par exemple grâce à l'apiculture, à l'élevage de poissons, à l'extraction de matières premières destinées à la transformation alimentaire ou cosmétique, ou encore à des formes d'écotourisme axées sur la nature et la culture. Ce soutien rend les populations locales moins dépendantes d'une gestion non durable des ressources, telle que l'exploitation minière illégale, la déforestation, le braconnage et le commerce de viande de brousse. Ce travail s'accompagne de l'étude et du développement de structures de gouvernance locales axées sur la gestion durable des ressources naturelles. Enfin, la WCF collabore avec les principaux acteurs internationaux du secteur privé, en particulier dans le domaine minier, afin de renforcer leur engagement en faveur d'une durabilité accrue. L'objectif est toujours, dans un premier temps, de prévenir les dommages causés à la nature, puis de réduire l'impact des interventions et des perturbations, et enfin, en dernier recours, d'apporter une compensation suffisante pour les dommages inévitables, de manière à obtenir, dans l'idéal, un bilan globalement positif pour la nature. Ces efforts doivent s'accompagner d'études scientifiques approfondies et à long terme sur l'évolution de la biodiversité dans les zones concernées.

Réalisations

Avec les parcs en Guinée, nous couvrons une superficie totale de près de 20 000 km². En Côte d'Ivoire, nous couvrons une superficie totale de près de 7 000 km² de forêt tropicale intacte ou préservée, avec le Parc National de Taï et à la Réserve Naturelle de Cavally. Rien qu'à Cavally, 2 200 hectares de forêt ont été restaurés et 6 412 hectares de plantations de cacao abandonnées ont été remis en régénération. Dans les aires protégées où la WCF mène ses activités, le suivi des populations de chimpanzés, comptant plusieurs milliers d'individus, est en cours. En Guinée, un programme de biomonitoring à grande échelle s'achèvera en 2026 et nous fournira des informations importantes sur l'évolution de ces populations de chimpanzés, ainsi que celles d'autres espèces, telles qu'une population d'éléphants de forêt d'Afrique jusqu'ici inconnue qui se nourrit entre la Guinée et la Sierra Leone.

La coopération avec les autorités locales a été élargie et renforcée dans tous les pays et repose désormais sur une relation de confiance solide.

En Sierra Leone, nous sommes en train de mettre en place un nouveau bureau national. Il s'agit d'une nouvelle étape vers la concrétisation de notre vision d'un corridor de conservation transfrontalier en Afrique de l'Ouest.

Notre travail dans le domaine de la régénération naturelle et écologique des écosystèmes dégradés, et donc de la préservation des fonctions écosystémiques correspondantes, donne des résultats encourageants et rapidement visibles. De plus, l'augmentation des rendements issue d'une gestion durable des ressources par la population locale renforce son intérêt pour la conservation de la nature en tant que fondement de la vie.

En collaboration avec Rio Tinto et d'autres sociétés minières, la WCF a renforcé sa coopération afin d'accroître l'impact de son objectif prioritaire : obtenir des résultats grâce au biomonitoring et mieux comprendre la vulnérabilité des chimpanzés et d'autres animaux sauvages face aux perturbations ; informations qui sont intégrées dans les stratégies de prévention mises en place par les entreprises.

Les études de biomonitoring fournissent de vastes quantités de données, notamment une énorme quantité de vidéos provenant des caméras pièges. Le goulot d'étranglement de cette méthode réside dans l'énorme quantité de travail nécessaire pour passer en revue les vidéos et les annoter, par exemple pour l'identification des espèces animales et des distances d'observation. La WCF dispose de plus de 500 000 minutes de vidéos annotées par des analystes vidéo humains. Dans ce contexte, l'utilisation de l'apprentissage automatique est très prometteuse. D'une part, cela permet de travailler de manière méthodique à la pointe du développement scientifique dans ce domaine, et d'autre part, de développer des outils pour automatiser le travail sur les vidéos.

L'une des grandes réussites est sans aucun doute le fait que, grâce à un travail à long terme, solide et scientifiquement rigoureux, nous avons réussi à gagner la confiance d'importants bailleurs de fonds, ce qui nous permet d'être assez confiants quant à l'avenir de la WCF dans les années à venir en Afrique de l'Ouest.

Défis

L'essor du cacao et la flambée des cours des métaux précieux tels que l'or, l'argent, le fer et la bauxite jouent clairement en défaveur de la conservation de la nature. Les succès de notre travail ne sont pas toujours immédiatement visibles, et les revers sont souvent inévitables. Il faut une grande ténacité et de la persévérance de la part de toutes les personnes impliquées pour garder le cap et continuer à poursuivre nos objectifs sans faiblir. Les conditions climatiques, politiques et économiques dans certains pays sont souvent très difficiles et exigent non seulement une forte motivation intrinsèque, mais aussi des attentes modestes en matière de niveau de vie et, bien sûr, du tact diplomatique de la part des personnes concernées.

Notre approche intégrée nous conduit parfois dans des domaines où le succès n'est pas garanti. C'est là la nature même de toute décision stratégique. Cependant, en combinant judicieusement courage, prise de risque et gestion des risques, nous saisissons les nouvelles opportunités et assumons les risques, tout en tirant les leçons de nos expériences.

En professionnalisant notre gestion, nous adaptons nos structures et nos processus à la forte croissance que connaît la WCF depuis quelques années, afin d'être à la hauteur de la confiance que nous accordent nos partenaires.

Remerciements

Avant toute chose, je tiens à remercier nos bailleurs de fonds et nos partenaires de projet pour leur confiance, les directeurs nationaux pour leur persévérance et leur enthousiasme, ainsi que le siège pour son travail dévoué au service de notre objectif commun : préserver les dernières populations de chimpanzés sauvages, source d'inspiration pour notre existence.

Peter Lehmann



Wild Chimpanzee Foundation®

Fondation pour les chimpanzés sauvages
Bureau de représentation régionale de la WCF
pour l'Afrique de l'Ouest, Côte d'Ivoire
23 BP 238 Abidjan 23
Tél. : +225 07-87-42-49-99
E-mail: abidjan@wildchimps.org

Rapport Annuel 2025 – WCF Côte d'Ivoire



Abidjan / Côte d'Ivoire 2025

Table des matières

1. Résumé exécutif	4
2. Bilan 2025	4
3. Dates clés.....	6
4. Biomonitoring	7
4.1. Unité de biomonitoring	7
4.1.1. Analyse de vidéos issues des caméras	7
4.1.2. Détection des coups de feu à l'aide de capteurs acoustiques	7
4.1.3. Mise en œuvre et suivi des techniques de collecte de données.....	7
4.2. Biomonitoring dans le Parc National de Taï	8
4.3. Biomonitoring dans la Réserve Naturelle de Cavally	9
4.4. Ecogardes communautaires	11
5. Economie verte.....	13
5.1. Soutenir les initiatives villageoises	13
5.2. Apiculture.....	13
5.3. Permaculture.....	14
5.4. Huile végétale.....	15
5.5. Échange transfrontalier.....	15
6. Collaboration transfrontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria dans le complexe forestier de Taï-Grebo-Krahn-Sapo.....	16
6.1. Lancement du projet NaturAfrica.....	16
6.2. Renforcement stratégique de la collaboration transfrontalière.....	17
6.2.1. Comité directeur bilatéral TGKS.....	17
6.2.2. Comité technique transfrontalier sur l'application de la loi.....	17
6.2.3. Autres échanges transfrontaliers.....	18
7. Conscience et observation indépendante.....	18
7.1. Tournée de théâtre « la Ruée vers l'Or Brun ».....	18
7.2. Projet avec Bibliothèques sans frontières.....	19
7.3. Observation indépendante	19
8. Ecotourisme Taï	20
8.1. Communication	21
8.2. Habituation des primates à des fins d'écotourisme.....	21
8.3. Initiatives de tourisme communautaire	22
9. Objectifs pour 2026.....	22

Acronymes

CTDS – Camera trap distance sampling / Échantillonnage de la distance à l'aide des caméras

UE – Union Européenne

FDA – Autorité de développement forestier (Libéria) / Forestry Development Authority

JRC – Centre commun de recherche de l'Union européenne

LLA – Liberia Land Authority (Libéria)

MINEF – Ministère des Eaux et Forêts

ONG – Organisation non gouvernementale

NOFNA – Notre Forêt Notre Avenir

OIPR – Office Ivoirien des Parcs et Réserves

PNT – Parc National de Taï, Côte d'Ivoire

RNC – Réserve Naturelle du Cavally, Côte d'Ivoire

ROICI – Réseau des observateurs indépendants de Côte d'Ivoire

SITLA – Salon International du Tourisme et des Loisirs d'Abidjan

SMART – Outil de surveillance et de rapport spatial

TGKS – Taï, Grebo-Krahn, Sapo

WCF – Fondation pour les chimpanzés sauvages / Wild Chimpanzee Foundation

1. Résumé exécutif

L'année 2025 a été charnière pour la Fondation pour les chimpanzés sauvages (WCF) en Côte d'Ivoire, marquée par une intensification des efforts et des réalisations significatives dans ses principaux domaines d'intervention. Les activités se sont notamment développées au sein du complexe forestier de Taï-Grebo-Krahn-Sapo (TGKS), avec le recrutement d'écogardes communautaires et le lancement de nouvelles initiatives dans le cadre du programme d'économie verte, telles que l'apiculture, l'agriculture durable et la production d'huiles et de beurres végétaux. Les activités principales – biomonitoring, sensibilisation et développement de l'écotourisme – sont restées au cœur de la mission de la WCF.

L'équipe de biomonitoring a fait progresser l'analyse des données en Côte d'Ivoire et au Libéria. Les analystes vidéo ont supervisé la collecte de données de terrain dans le parc national de Taï et enregistré des vidéos de référence pour estimer les distances radiales des espèces. La troisième phase du projet d'échantillonnage par caméra pièges (CTDS) dans le Parc National de Taï (PNT) et la première phase de biomonitoring par transects linéaires dans la Réserve Naturelle de Cavally (RNC) ont été menées à terme, donnant lieu à des rapports conjoints entre l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) et la WCF. La formation des équipes de terrain aux techniques de caméra pièges et de transects a permis le déploiement de 364 appareils et la réalisation de 308 transects.

Dans la Réserve Naturelle de Cavally, 12 missions d'écogardes, totalisant 115 jours de patrouille, ont permis à l'OIPR de réhabiliter plus de 2 200 hectares de terres dégradées. Dans le Parc National de Taï, 20 écogardes communautaires ont patrouillé près de 795 kilomètres – dont 66 kilomètres de transects linéaires – et recensé la présence de 39 espèces animales.

Le projet d'écotourisme communautaire de Taï a accueilli 230 touristes en 2025, générant 30 881 000 FCFA (environ 47 077 €). Les écoguides ont également œuvré à l'habituation des chimpanzés pour développer le tourisme animalier, soutenant ainsi la transition vers un modèle autosuffisant et la création d'une association de guides en 2026.

L'année 2025 a également été marquée par des progrès importants en matière de mobilisation des communautés locales et de renforcement de la coopération transfrontalière pour une gestion durable des ressources. Les efforts ont porté sur la collaboration transfrontalière et la sensibilisation des populations locales à la conservation.

Ce rapport détaille les activités et les réalisations de WCF Côte d'Ivoire au cours de l'année écoulée.

2. Bilan 2025

Mission et principales réalisations de la WCF

La WCF a pour mission de protéger les principales populations de chimpanzés et leur habitat. En Côte d'Ivoire, nos efforts se concentrent sur la protection de deux aires protégées : le Parc National de Taï (PNT) et la Réserve Naturelle de Cavally (RNC), en apportant notre soutien à l'Office Ivoirien des Parcs et des Réserves (OIPR), l'autorité en charge des aires protégées. Ce soutien comprend le suivi biologique, l'appui aux forces de l'ordre, la sensibilisation du public, l'écotourisme et l'accompagnement des initiatives de gestion par les communautés locales.

Les indicateurs clés de succès sont présentés ci-dessous, y compris le dernier statut connu pour chaque indicateur et la date de la dernière mise à jour :

- Nombre estimé de chimpanzés dans le Parc National de Taï : 1 236 [472-2 504] individus ; 2019-2020 ; 2022-2023
- Zone forestière intacte :
 - Parc National de Taï, 636 000 ha avec une couverture forestière intacte (JRC 2024 - Centre commun de recherche de l'Union européenne).
- Réserve Naturelle de Cavally, 67 500 ha avec 58,33 % de couverture forestière préservée (JRC 2024).
- Superficie forestière réhabilitée dans la RNC : 2 244 ha et environ 6 412 ha de plantations illégales abandonnées en cours de régénération naturelle (Biomonitoring, 2025).

Principaux objectifs pour 2025 et progrès accomplis

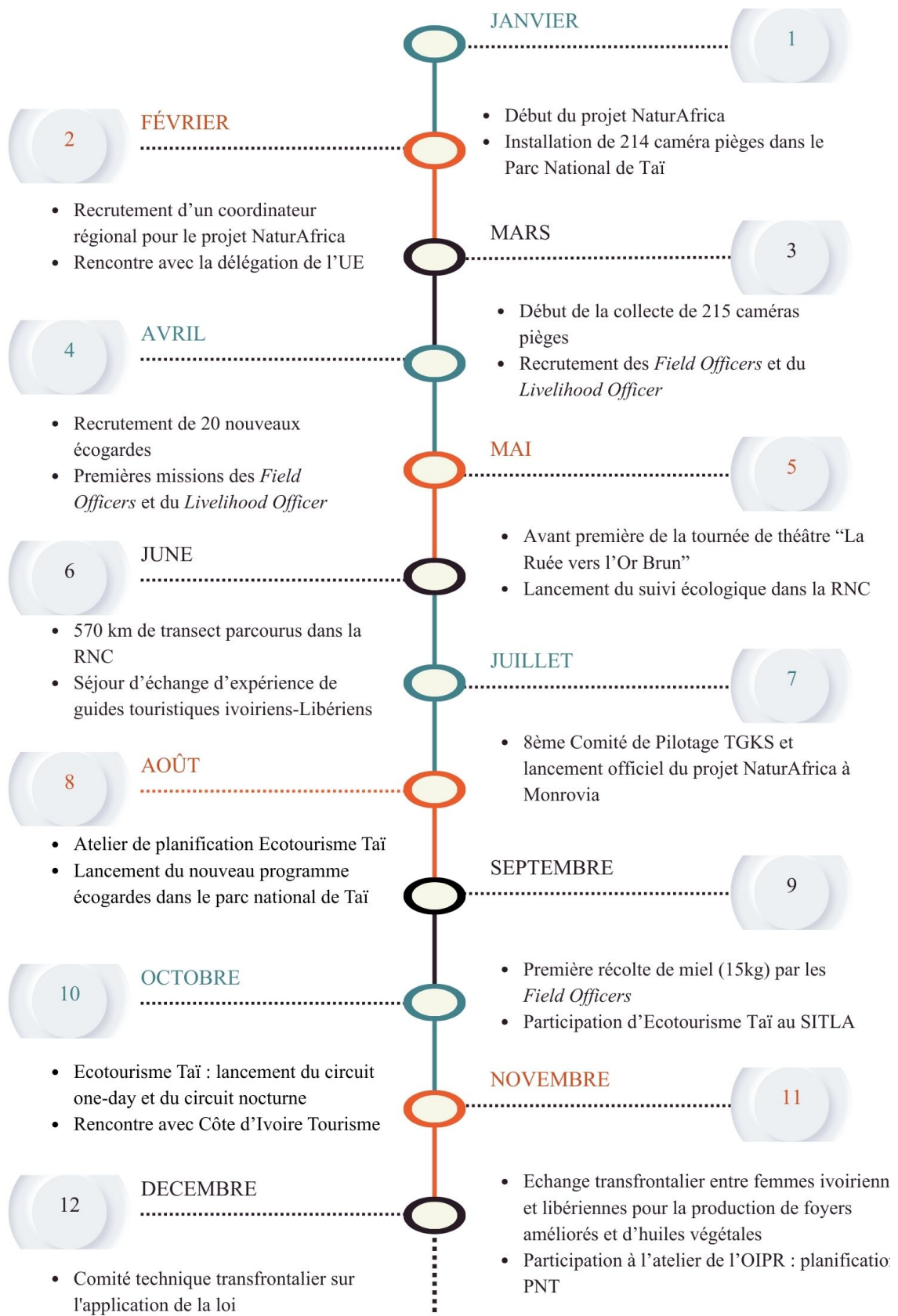
Les objectifs annuels sont formulés en termes d'activités opérationnelles, adaptées au travail de terrain en cours. Les priorités pour 2025 et leur état d'avancement sont les suivants :

- Extension des activités d'écogarde dans le secteur de Djouroutou du parc national de Taï : 100 % atteint, cependant l'activité n'a commencé qu'en septembre 2025 après le recrutement et la formation des écogardes communautaires.
- Évaluation de la dégradation du couvert forestier dans la Réserve Naturelle de Cavally à l'appui de l'OIPR : réalisée à 100 %. 569,4 km de transects ont été relevés en mai-juin 2025 ; le rapport est disponible.
- Poursuite des estimations de la faune sauvage via la phase 3 du biomonitoring dans le PNT : En cours (90 % - analyses finales en janvier 2026).
- Mesures des ressources générées pour les communautés : 4 481 000 FCFA (6 831 €) enregistrés par le projet d'écotourisme, mais de nombreuses initiatives ont été lancées dont les bénéfices n'ont pas encore été estimés.

Principaux défis pour 2026

La pression humaine demeure très forte en raison de la hausse des prix de l'or et du cacao, ce qui entraîne une très forte densité de population autour du dernier grand massif forestier du pays et une pression accrue sur la faune sauvage (braconnage). Nous devons renforcer la présence de la WCF, mettre en œuvre les mesures les plus efficaces et continuer de plaider pour une meilleure application de la loi.

3. Dates clés



4. Biomonitoring

4.1. *Unité de biomonitoring*

4.1.1. Analyse de vidéos issues des caméras

De janvier à décembre 2025, les six analystes vidéo de l'unité de biomonitoring basée à Abidjan ont traité les données des caméras issues d'études menées dans le Parc National de Taï (PNT, Côte d'Ivoire – phase 3 – 2025), le Parc National proposé de Kwa (Libéria – 2024) et le Parc National de Grebo-Krahn (Libéria – 2025). Pour le PNT, les analystes ont identifié les espèces présentes dans 38 964 vidéos et estimé les distances radiales pour dix-sept espèces (bongo, céphalophe à dos noir, céphalophe de Brooke, céphalophe à dos jaune, céphalophe de Jentink, céphalophe de Maxwell, céphalophe noir, céphalophe zébré, singe fuligineux, chevrotain d'eau, chimpanzé d'Afrique, civette africaine, éléphant de forêt, genette de Johnston, hippopotame nain, potamochère, léopard, pintade de Verreaux et potamochère). L'estimation des distances pour la pintade à poitrine blanche, ainsi que certaines vérifications, sont toujours en cours.

Pour le projet de Parc National proposé de Kwa, les analystes ont identifié les espèces présentes sur 21 178 vidéos et estimé les distances radiales de vingt espèces (chimpanzés, éléphants, céphalophe de Maxwell, céphalophe zèbre, céphalophe de Jentink, céphalophe à dos noir, céphalophe noir, chevrotain aquatique et céphalophe de Brooke, singe fuligineux, singe de Campbell, mangouste du Libéria, mangouste brune, mangouste des marais, genette de Johnston, bécasseau africain, civette africaine, pintade à poitrine blanche et potamochère).

Pour le Parc National de Grebo-Krahn, les analystes ont identifié des espèces présentes dans 6 457 des 23 921 photos et vidéos, soit 27 %. L'identification se poursuivra en 2026.

4.1.2. Détection des coups de feu à l'aide de capteurs acoustiques

De mars 2024 à juin 2025, Brice Taki a déployé vingt capteurs acoustiques (Audiomoth) dans 16 cellules de 2x2 km² couvrant une superficie de 64 km² dans la zone d'écotourisme. Ce travail, réalisé dans le cadre d'une thèse de doctorat, porte sur le braconnage au sein du Parc National de Taï. Plus précisément, il cherche à déterminer s'il est possible d'identifier des schémas dans les activités de braconnage grâce à l'installation de capteurs acoustiques à enregistrement continu, et à évaluer dans quelle mesure ces informations pourraient aider l'OIPR à renforcer leur stratégie de lutte contre le braconnage. Il étudie également la possibilité d'utiliser ces capteurs pour vérifier la fiabilité des indicateurs de braconnage recueillis lors des patrouilles ou du biomonitoring.

Il a déjà examiné et annoté les spectrogrammes des fichiers audios enregistrés lors de la première phase de collecte de données. Sur les 17 228 heures d'enregistrements analysées, 429 coups de feu ont été détectés, dont 52 % ont été enregistrés entre 20 h et minuit.

4.1.3. Mise en œuvre et suivi des techniques de collecte de données

L'équipe de biomonitoring s'est réunie chaque semaine pour discuter de la qualité des données et optimiser toutes les étapes du processus, de la collecte sur le terrain au traitement. Du 10 au 12 février 2025, un atelier s'est tenu à Abidjan afin d'examiner l'intégration des outils SMART et SMART Connect pour la collecte de données par les écogardes. A l'issue de cet atelier, SMART a été intégré au Plan Opérationnel 2025 des écogardes WCF. En mars 2025, trois analystes vidéo — Emmanuel Kouamé, Cédric Tahé et Jean-Hori Koko — ont accompagné les responsables du biomonitoring pour superviser la collecte de données de la troisième phase du CTDS dans la partie nord du PNT.

4.2. Biomonitoring dans le Parc National de Taï

Au cours du premier semestre 2025, WCF a soutenu l'OIPR dans la mise en œuvre de la troisième phase de l'échantillonnage à distance par caméra pièges (CTDS) dans le PNT, qui a débuté en août 2024.

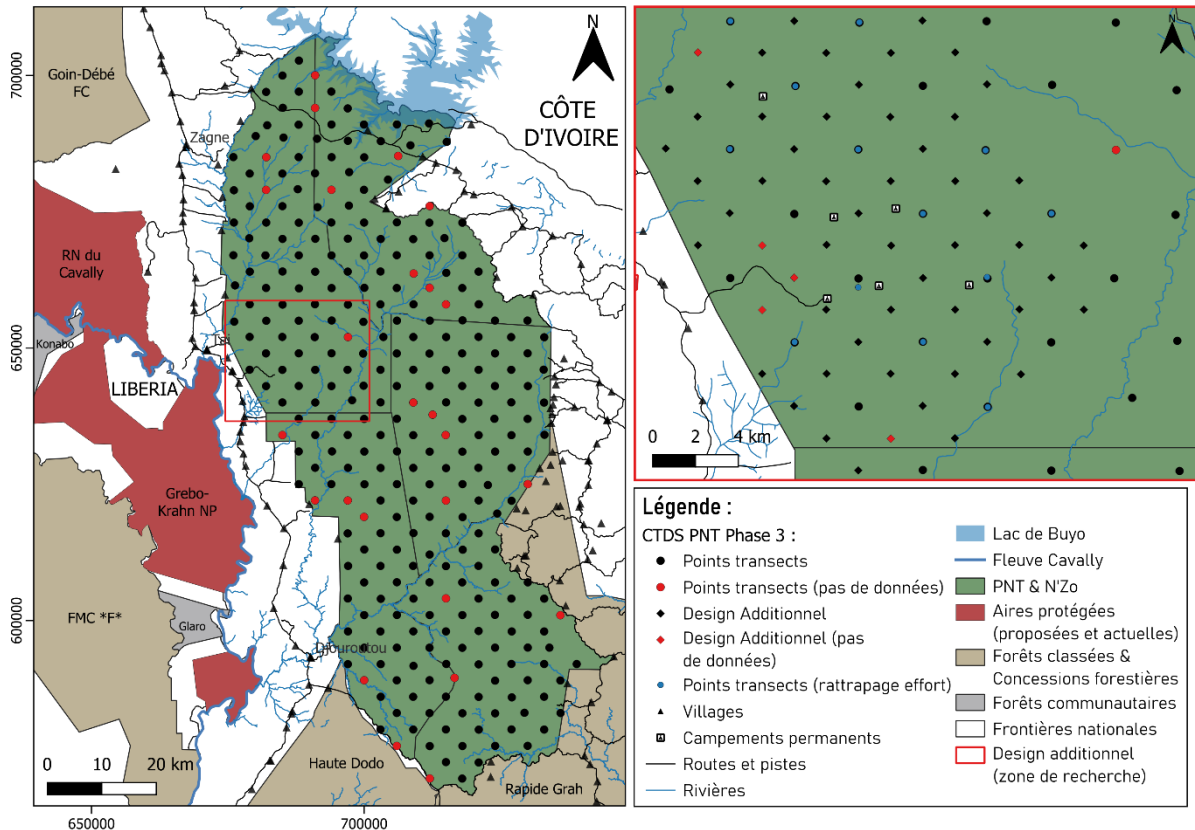


Figure 1. Répartition des 291 points de transect dans le PNT, distinguant les points avec données (noir) de ceux sans données (rouge). Encadré rouge : zone supplémentaire aménagée dans l'aire de recherche et d'écotourisme de Taï, au sein du PNT.

En janvier 2025, 20 équipes de terrain, composées d'agents de l'OIPR, de personnel de la WCF et d'auxiliaires villageois, ont été mobilisées pour déployer 149 caméras dans la partie nord du parc (Figure 1). Parallèlement, deux équipes d'écogardes communautaires de la WCF ont déployé 56 caméras supplémentaires dans la zone de recherche et d'écotourisme de Taï, selon un modèle complémentaire destiné à affiner les estimations de la population de chimpanzés dans cette zone (Figure 1). De plus, 17 caméras du design classique, situées dans la partie sud du parc, ont été réinstallées à des endroits où des dysfonctionnements avaient été constatés suite aux fortes pluies d'août 2024.

L'effort total pour la conception complète a été de 13 819 jours-caméras. Les caméras ont enregistré 38 205 vidéos, dont 759 étaient vides (les caméras ont été déclenchées par des feuilles, le vent ou d'autres éléments et ne contenaient aucun animal) et 8 étaient illisibles.

Les premiers résultats concernant les indices d'occupation et d'abondance relative (IAR ; événements indépendants / 100 jours-caméra) des mammifères détectés par caméra mettent en évidence la grande diversité des espèces observées. Des chimpanzés d'Afrique de l'Ouest et des éléphants de forêt, tous deux en danger critique d'extinction, ainsi que l'hippopotame nain, espèce vulnérable, ont été observés, avec des IAR respectifs de 0,63, 0,39 et 0,68 événements indépendants / 100 jours-caméra Image 1).



Capture d'écran de vidéos d'une mère chimpanzé avec son bébé (à gauche) et d'une mère chatte dorée avec ses deux bébés (à droite) enregistrées par des caméras placées en 2025 dans le Parc National de Taï dans le cadre de la troisième phase de biomonitoring par CTDS.

4.3. Biomonitoring dans la Réserve Naturelle de Cavally

Au cours des deux premiers trimestres de 2025, WCF a soutenu l'OIPR dans la mise en œuvre de la première phase de biomonitoring par transects linéaires dans la RNC.

En mai 2025, 18 équipes de terrain – composées de personnel de l'OIPR, d'étudiants universitaires, d'assistants villageois et d'écogardes de la WCF – ont été mobilisées pour collecter des données d'enquête selon des protocoles prédéfinis présentés lors d'une session de formation de 3 jours. Le système couvre l'ensemble de la réserve et comprend 309 transects (avec des bandes de suivi de la végétation) et 100 points d'échantillonnage d'ADN par frottis foliaires, répartis de manière systématique.

En raison des conditions environnementales (forte densité de la couverture végétale), des conditions météorologiques (pluies intenses) et de certaines activités humaines illégales constituant un risque pour les équipes, 569,4 km de transects ont pu être couverts sur les 618 km initialement prévus, soit environ 92 % de l'effort prévu.

Au total, les équipes ont effectué 5 742 observations de terrain. Celles-ci comprenaient 21 observations directes d'activités illégales – telles que des rencontres directes avec des braconniers et des propriétaires de plantations à l'intérieur de la réserve – et 636 observations indirectes, incluant des indices comme des pièges, des coups de feu ou des sites d'orpaillage. Les observations de la faune sauvage ont également été significatives, avec 187 observations directes (comme des traces de céphalophes nains ou des groupes de singes) et 1 812 indices indirects (notamment des traces, des excréments ou des vocalisations).

Ces données exhaustives ont permis de calculer et de cartographier les taux de rencontre, établissant ainsi une base de référence écologique solide pour le suivi futur. En comparant ces résultats à ceux de la phase préliminaire de 2009-2010, l'équipe a pu évaluer l'évolution de l'état écologique de la réserve au cours des 15 dernières années.



Formation de 88 agents, dont 8 étudiants universitaires, 19 agents de l'OIPR, 30 assistants villageois et 31 écogardes de la WCF, à l'application des protocoles de collecte de données pour la première phase de biomonitoring dans la Réserve Naturelle de Cavally.

L'analyse comparative des données de suivi de 2009-2010 et de 2025 révèle un déclin généralisé de 73 % de la faune sauvage au sein de la Réserve Naturelle de Cavally, affectant la quasi-totalité des groupes étudiés. Les espèces emblématiques et menacées sont particulièrement touchées : la population de chimpanzés d'Afrique de l'Ouest a chuté de 86 % et celle des hippopotames pygmées de 20 %.

Cependant, la faune n'a pas disparu. Les populations persistent, avec des taux de rencontre moyens par cellule allant de 0,046 indices/km pour l'hippopotame nain à 3,056 indices/km pour les céphalophes, bien que très hétérogènes spatialement (Tableau 1).

Tableau 1. Moyennes, écarts types et intervalles de valeurs des taux de rencontre par cellule pour les groupes fauniques et les activités humaines illégales.

Groupe	Taux de rencontre moyen	Écart type	Plage de valeurs
FAUNE SAUVAGE (indices ou individus/km)			
<i>Chimpanzés</i>	0,048	0,257	[0 – 1 897]
<i>Céphalophes</i>	3 056	2 952	[0 – 15 655]
<i>Singes</i>	0,205	0,322	[0 – 1 476]
<i>Hippopotame hippos</i>	0,046	0,156	[0 – 1 234]
<i>Buffalos</i>	0,275	0,519	[0 – 3 956]
<i>Suidés</i>	0,353	0,713	[0 – 6 318]
ACTIVITÉS HUMAINES ILLÉGALES (indice/km)			
<i>Menaces pesant sur la faune sauvage</i>	0,282	0,623	[0 – 5 213]
<i>Perturbations de l'habitat</i>	0,670	1 189	[0 – 6 730]

L'analyse de l'habitat montre que la forêt naturelle couvre encore en moyenne $65,6 \pm 20,9$ % des cellules, malgré une dégradation importante observée au nord-ouest de la réserve (Figure 2). La présence de forêts en régénération couvrant en moyenne $9,5 \pm 13,3$ % de la réserve indique que, malgré une pression extrêmement élevée et une déforestation massive affectant toutes les forêts classées de la région, la Réserve Naturelle de Cavally présente une dynamique de rétablissement écologique.

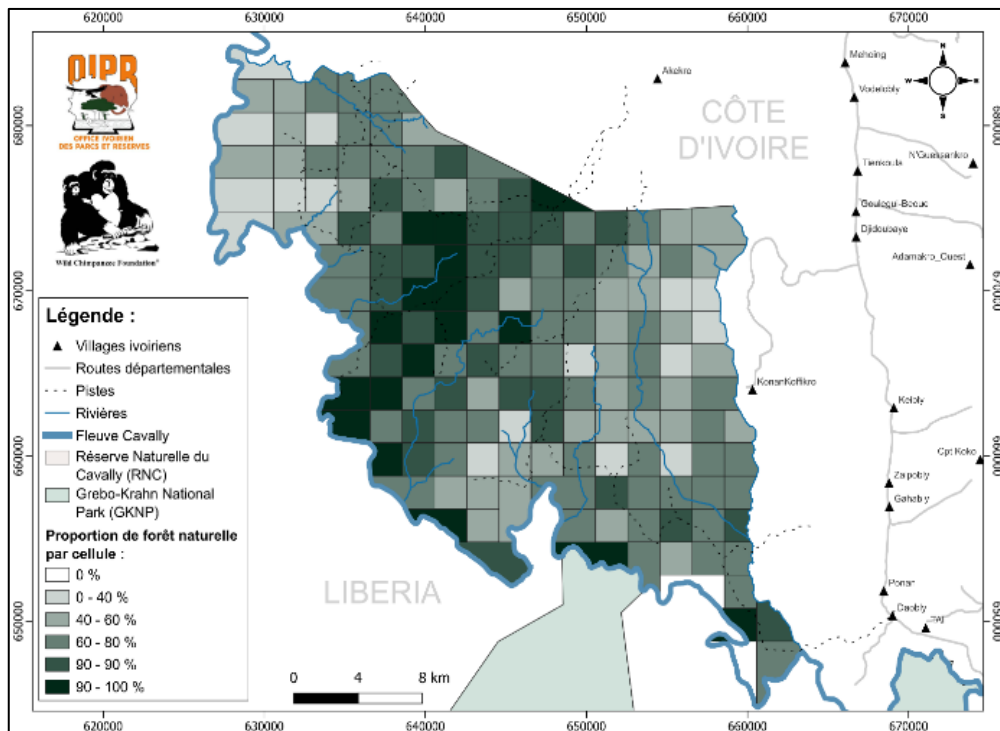


Figure 2. Proportion de forêt naturelle dans la Réserve Naturelle de Cavally, 2025.

4.4. Ecogardes communautaires

Janvier-avril 2025 : 2 équipes ; 13 écogardes communautaires

En janvier 2025, huit écogardes travaillaient dans la Réserve Naturelle de Cavally et cinq dans le Parc National de Taï. Jusqu'en avril, ces deux équipes ont opéré séparément, menant des missions de collecte de données écologiques et/ou des activités de gestion forestière en collaboration avec l'OIPR. Entre janvier et avril 2025, l'équipe de Cavally a effectué six patrouilles en collaboration avec l'OIPR. Simultanément, l'équipe de Taï a participé à cinq missions d'installation de caméras dans la zone de recherche et d'écotourisme de Taï.

Avril 2025 : Recrutement et formation de nouveaux écogardes communautaires

En avril 2025, le programme d'écogardes communautaires de la WCF a été étendu et renforcé, portant le nombre total d'écogardes à 32, dont 10 femmes. Les équipes, auparavant réparties entre Cavally et Taï, ont été regroupées au sein d'une structure unique. Elles peuvent désormais être déployées dans les trois zones d'intervention du programme : la Réserve Naturelle de Cavally (située à Zagné), la zone de recherche et d'écotourisme de Taï (située dans le secteur de Taï) et la zone de Djouroutou (située dans le secteur de Djouroutou). Ces deux dernières zones se trouvent dans le Parc National de Taï.

Mai-juin 2025 : appui à la collecte de données et aux patrouilles de police dans le RNC

À l'issue d'une formation de trois jours, dispensée en deux sessions à Zagné du 29 avril au 1er mai et du 2 au 4 mai, tous les écogardes ont été déployés dans la RNC pour participer à leur première mission collective, dans le cadre de la phase 1 de collecte de données par transects linéaires et analyse d'ADN environnemental. De mai à juin 2025, trois missions de collecte de données écologiques ont été menées au cours de cette phase, soit un total de 38 jours de présence supplémentaires dans la réserve. En plus des missions de biomonitoring menées lors de la phase 1 dans la RNC, de mai à juin 2025, les écogardes communautaires ont effectué des patrouilles de surveillance dans la réserve, en étroite collaboration avec l'OIPR, afin de lutter contre la déforestation.

Ainsi, pour l'année 2025, ces patrouilles ont représenté 12 missions, soit 115 jours de présence effective dans la RNC, et un total de 1 465,17 km parcourus. Ces missions ont permis à l'OIPR de réhabiliter plus de 2 244,24 hectares. Les écogardes ont réalisé des relevés topographiques des zones réhabilitées afin de faciliter et de suivre la régénération naturelle des zones dégradées (Figure 3).

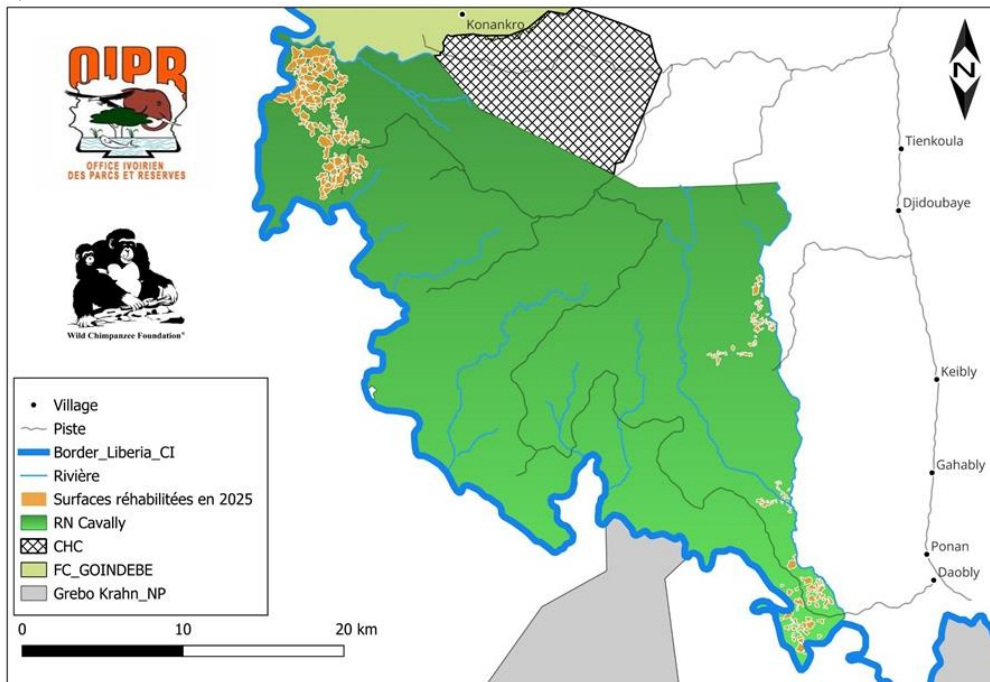


Figure 3. Zones réhabilitées en 2025 par l'OIPR en orange et recensées par les écogardes communautaires de la WCF.

Au total, 57 pièges posés par des braconniers pour capturer des animaux ont été démantelés lors de ces opérations de réhabilitation de la RNC.

À partir d'août : Nouveau programme déployé au RNC, à Taï et à Djouroutou

À partir d'août 2025, un nouveau programme a été déployé dans les secteurs de Djouroutou (256 km²) et de Taï (499 km²) du Parc National de Taï. Il consiste à organiser des patrouilles dans les zones d'écotourisme et de recherche afin d'assurer une présence continue grâce à un relevé minutieux de cellules de 2 x 2 km, tout en collectant des données sur la présence de la faune sauvage et les activités illégales. Les pistes des braconniers sont souvent suivies d'est en ouest, s'étendant au-delà des limites du parc. Ces informations, mises à jour dans le temps et l'espace, sont rapidement transmises à l'OIPR afin d'appuyer ses efforts de surveillance et de lutte contre le braconnage.

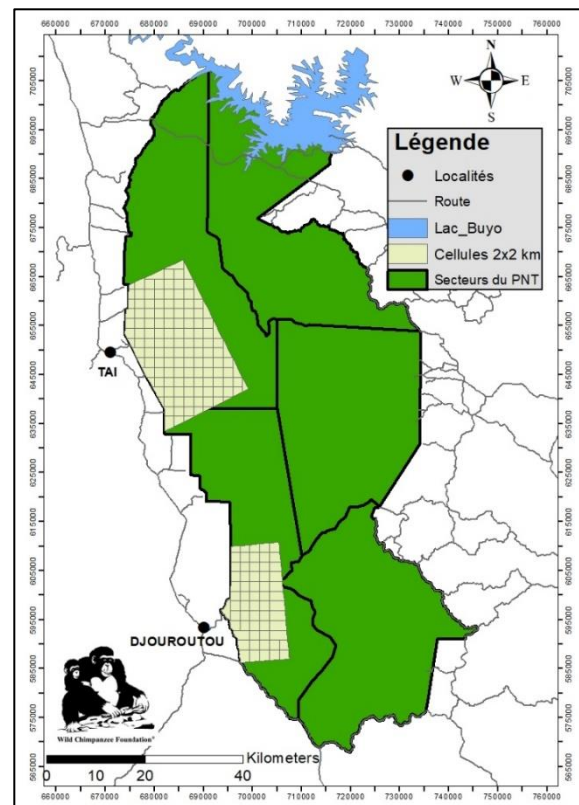


Figure 4. Zones de patrouille des écogardes communautaires dans le Parc National de Taï.

Dans la région de Taï, 5 missions de 10 jours ont été organisées, permettant aux équipes de patrouiller 61 des 132 cellules couvrant une distance totale de 492,34km dont 42,26 km de transects linéaires.

Dans la région de Djouroutou, 3 missions de 10 jours ont été menées et ont permis de couvrir 25 des 60 cellules avec une distance totale de 302,57km dont 24.03km de transects linéaires.

Les analyses préliminaires des données dans les zones couvertes par ces patrouilles montrent que les équipes ont enregistré des indices directs et indirects de 36 espèces différentes à Taï et de 28 espèces dans la région de Djouroutou.



Les écogardes de Djouroutou, en canoë, traversent le fleuve Momo pour patrouiller le site écotouristique.

Le secteur de Taï semble être la zone où les écogardes ont recensé la plus grande diversité d'espèces, avec 36 espèces et un taux de présence de 3,28 indices de faune sauvage/km², contre 2,59 indices/km² à Djouroutou. Cependant, le secteur de Djouroutou demeure la zone présentant le plus grand nombre d'indices de présence d'éléphants de forêt, à 1,66 indices/km², malgré une forte pression anthropique.

Les activités humaines illégales sont presque deux fois plus fréquentes à Djouroutou qu'à Taï (0,62 contre 0,38 panneaux/km²). Il s'agit notamment du braconnage et de l'orpaillage, avec deux anciens sites recensés à Djouroutou, dont un en zone forestière. Dans le secteur de Taï, les activités illégales sont principalement liées au braconnage : un campement de braconniers a été découvert par les écogardes du parc sur le site d'écotourisme, et 10 pièges à animaux ont été trouvés aux alentours.

5. Economie verte

5.1. Soutenir les initiatives villageoises

À partir d'avril 2025, nous avons déployé trois agents de terrain, agronomes formés, dans les communautés limitrophes du PNT afin de soutenir les initiatives existantes en apiculture, permaculture et tourisme communautaire. En travaillant directement dans les villages, ils ont pu accompagner, former et conseiller les entrepreneurs locaux dans leurs activités agricoles et d'élevage. Ils assurent actuellement le suivi de huit exploitations d'élevage : cinq élevages de volailles, deux en pisciculture et un élevage porcin. Leur assistance technique porte notamment sur la santé animale, l'alimentation, les infrastructures et la commercialisation des produits.

Dans le même temps, les agents travaillent avec les communautés à la préparation d'un projet agroforestier de cacao et de café biologiques, dont le lancement est prévu en 2026, afin de contribuer au développement de l'écotourisme.

5.2. Apiculture

Le programme a été lancé en avril 2025 avec une phase de diagnostic visant à évaluer les pratiques existantes. Un soutien technique a ensuite été apporté à une vingtaine d'apiculteurs pour l'installation, le déplacement et l'entretien de leurs ruches. Ce soutien comprenait la participation à trois récoltes de miel : une à Kéibly et deux à Port-Gentil. Dans les sept villages participant actuellement au projet, on compte 79 ruches au total, dont 61 en bois et 18 en béton. À ce jour, 20 ruches sont colonisées, soit un taux de colonisation effectif de 24 %.

Ce faible taux est probablement lié à l'utilisation importante de pesticides dans divers secteurs agricoles, notamment pour le cacao et le riz. La base de données permettra d'identifier les emplacements et les conditions les plus favorables aux abeilles.

Dans le but de promouvoir l'innovation écologique, des essais ont été menés pour fabriquer des ruches en béton à faible teneur en ciment. En remplaçant partiellement le ciment par de la paille, de la terre de termitière ou des cendres, 12 ruches expérimentales ont été produites. Les résultats montrent que les ruches contenant de la paille sont généralement moins résistantes : l'une d'entre elles (essai n° 5) s'est avérée particulièrement fragile. À l'inverse, toutes les ruches fabriquées sans paille – qu'elles combinent ciment et terre de termitière (essais 9 à 12), ou ciment, terre de termitière et cendres (essais 1 à 4 et 6 à 8) – ont jusqu'à présent démontré une bonne résistance et une durabilité satisfaisante (*Tableau 2. Essais de construction de ruches* Tableau 2.).

Tableau 2. Essais de construction de ruches.

Essai	Site	Ciment (kg)	Termitière (kg)	Cendres (kg)	Paille (kg)	Statut
1	Zaipobly	5	10	10	–	Solide
2	Zaipobly	10	7,5	7,5	–	Solide
3	Zaipobly	15	5	5	–	Solide
4	Zaipobly	20	2,5	2,5	–	Solide
5	Daobly	5	9,75	9,75	0,5	Pas solide
6	Daobly	10	7,25	7,25	0,5	Solide
7	Daobly	15	4,75	4,75	0,5	Solide
8	Daobly	20	2,25	2,25	0,5	Solide
9	Port-Gentil	5	20	–	–	Solide
10	Port-Gentil	10	15	–	–	Solide
11	Port-Gentil	15	10	–	–	Solide
12	Port-Gentil	20	5	–	–	Solide



Fabrication de ruches à faible teneur en ciment.

5.3. Permaculture

Nous avons apporté un soutien technique complet à Viviane Galo, à Daobly, pour la mise en place et le suivi de sa parcelle de permaculture. Notre accompagnement comprenait l'installation de pépinières, le buttage, le repiquage, l'entretien régulier et la récolte. Les cultures, sur une surface totale de 300 m², sont les suivantes : 100 m² de piments, pour une production estimée à 35 kg ; 100 m² d'aubergines, pour une production estimée à 55 kg ; et 100 m² consacrés à d'autres cultures (laitue, oignons verts, ail), pour une production estimée à environ 7 kg.

Cependant, la productivité de la parcelle demeure limitée par plusieurs contraintes majeures. Premièrement, la faible fertilité intrinsèque du sol réduit considérablement les rendements. Deuxièmement, le manque de main-d'œuvre permanente compromet la régularité des travaux d'entretien. De plus, les cultures sont sujettes aux infestations d'insectes. Enfin, la proximité immédiate d'une plantation d'hévéas semble aggraver l'appauvrissement du sol et accentuer ces contraintes. Le renforcement des capacités en permaculture permettra l'apprentissage et le déploiement de nouvelles techniques pour développer cette activité. Un soutien technique a également été apporté à d'autres producteurs dans 4 villages et sur plus de 2,7 ha pour la production de manioc, d'aubergines et de piments.



Pépinière de plants de piment



Récolte des piments

5.4. Huile végétale

Dans le cadre de la relance du projet d'huile végétale, WCF a débuté son soutien par un audit de l'huilerie de Zaïpobly, révélant plusieurs problèmes opérationnels. La concertation avec les parties prenantes a permis d'identifier des solutions durables, aboutissant à la fourniture de nouveaux équipements et au démarrage d'une production semi-industrielle d'huile de makoré.

Afin d'élaborer un plan d'affaires solide et réaliste pour l'huilerie, l'équipe a une base de données exhaustive. Celle-ci vise à rassembler les informations essentielles suivantes : l'origine des graines, leur prix d'achat et le prix de vente du beurre oléagineux, les sources potentielles de pollution et l'identification des plantations à haut rendement. Elle comprend également les principaux ratios de production : entre les graines fraîches et sèches, entre la quantité de graines et la quantité d'amandes obtenues, et enfin, entre les amandes et le volume d'huile ou de beurre oléagineux produit. Grâce à cet outil, nous disposerons de données précises et structurées qui nous permettront d'étudier tous ces aspects. Dans le cadre des activités en cours, les femmes ont déjà acheté 1,3 tonne de graines de makoré fraîches, soit suffisamment pour tenir jusqu'en décembre 2025.

5.5. Échange transfrontalier

Un échange transfrontalier a eu lieu du 17 au 26 novembre 2025, permettant le partage d'expériences entre les communautés ivoiriennes originaires des villages de Zaïpobly et Daobly, et les communautés libériennes originaires des villages de Billibo, Touho, Dweh Town.

La délégation libérienne a été accueillie à Zaïpobly, en Côte d'Ivoire, du 17 au 21 novembre 2025. Le programme comprenait des visites clés sur le terrain : la parcelle de makoré (1,5 ha), les ruchers, les pépinières d'espèces forestières, la découverte du moulin à huile du village et des modèles de foyers améliorés.



Délégation libérienne.



Délégation ivoirienne.

Une journée a été consacrée à une démonstration pratique de production d'huile de makoré, suivie d'échanges techniques. Les visites se sont poursuivies dans des parcelles de légumes biologiques, des rizières des bas-fonds, un poulailler, une parcelle agroforestière et le rucher de Daobly. Côté ivoirien, les échanges se sont conclus par une cérémonie de clôture et la remise d'un pot de beurre de makoré à la délégation.

La délégation ivoirienne s'est ensuite rendue au Libéria du 22 au 26 novembre 2025. Après la cérémonie d'accueil, les participants ont visité des plantations de manioc, d'igname et de piment, ainsi que différents modèles de foyers améliorés. L'accent a été mis sur la production de foyers améliorés, et huit unités ont été fabriquées. Les stagiaires ont choisi le modèle de foyer amélioré ivoirien pour sa facilité de fabrication. Le programme

comprenait également la visite d'un rucher colonisé et d'un extracteur de miel solaire à Billibo, d'une pépinière de makoré à Touho, d'une rizière et du futur centre de formation agroécologique de l'ONG SEC. Des essais de cuisson ont été réalisés avec les foyers améliorés, et les échanges se sont conclus par des discussions avec les utilisateurs locaux de ces technologies.

6. Collaboration transfrontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria dans le complexe forestier de Taï-Grebo-Krahn-Sapo

6.1. Lancement du projet NaturAfrica

Le projet NaturAfrica Taï-Grebo-Krahn-Sapo (TGKS) vise à renforcer la conservation de la biodiversité, et plus particulièrement du chimpanzé d'Afrique de l'Ouest, grâce à une gestion intégrée du complexe forestier transfrontalier Taï-Grebo-Krahn-Sapo, partagé entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. Lancé le 1er janvier 2025, ce projet marque une nouvelle étape structurante pour la protection de l'un des derniers grands massifs forestiers d'Afrique de l'Ouest, qui abrite, outre le chimpanzé en danger critique d'extinction, de nombreuses espèces emblématiques. Ce complexe demeure gravement menacé par l'exploitation forestière et minière illégale, le braconnage et l'empiètement agricole.

Doté d'un budget de 6,2 millions d'euros, financé par l'Union européenne dans le cadre de l'initiative phare NaturAfrica, ce projet quadriennal vise à soutenir la Côte d'Ivoire et le Libéria dans la préservation de ce patrimoine naturel d'importance mondiale, tout en veillant à ce que la conservation génère des avantages concrets pour les communautés vivant dans et autour des forêts. Mis en œuvre sous l'égide de la WCF, ce projet est réalisé en étroite collaboration avec l'OIPR en Côte d'Ivoire et l'Autorité de développement forestier (FDA) au Libéria, ainsi qu'avec des partenaires locaux, notamment Notre Forêt Notre Avenir (NOFNA), et des prestataires de services spécialisés. À l'échelle régionale, NaturAfrica Afrique de l'Ouest soutient la gestion intégrée de quatorze aires protégées et proposées, dont le Parc National de Taï, la Réserve Naturelle de Cavally et des forêts classées en Côte d'Ivoire, ainsi que les Parcs Nationaux de Grebo-Krahn et de Sapo, le projet de Parc National proposé de Kwa, de nombreuses forêts communautaires et des concessions forestières au Libéria.

Le projet s'articule autour de trois axes stratégiques :

- (i) la protection de la biodiversité, par le renforcement de l'application de la loi, la création de corridors écologiques, le soutien aux mécanismes de surveillance communautaire et l'investissement dans les infrastructures clés ;
- (ii) le développement de moyens de subsistance durables, en particulier au profit des femmes, par le biais de l'apiculture, de l'agriculture écologique, de l'utilisation durable des produits forestiers, de l'écotourisme et de la recherche ;
- (iii) renforcer la coopération transfrontalière, afin d'améliorer la gouvernance forestière et la coordination entre les autorités et les communautés des deux pays.

La cérémonie de lancement officielle a eu lieu en juin 2025, lors de la réunion du Comité de pilotage bilatéral Côte d'Ivoire-Libéria, réaffirmant l'engagement commun des deux pays en faveur d'une gouvernance forestière transfrontalière. Complémentaire à d'autres initiatives soutenues par l'UE dans la région, notamment le projet SUSTAIN dans le sud-est du Libéria, NaturAfrica TGKS incarne l'ambition du Pacte vert pour l'Europe en matière de biodiversité et de climat, en s'appuyant sur des solutions durables et adaptées aux contextes locaux pour un avenir plus résilient et équitable.

6.2. Renforcement stratégique de la collaboration transfrontalière

Tout au long de l'année, la WCF a joué un rôle central en facilitant la coopération transfrontalière entre les institutions ivoiriennes et libériennes. En amont des réunions du Comité de pilotage et du Comité technique, la WCF a coordonné des réunions préparatoires, des ateliers thématiques et des échanges ciblés qui ont permis de clarifier les enjeux, de consolider les positions nationales et de structurer les plans d'action, tout en assurant le suivi et le compte rendu des recommandations formulées. Deux importantes réunions transfrontalières ont été organisées.

6.2.1. Comité directeur bilatéral TGKS

La 8e réunion du Comité de pilotage bilatéral pour la conservation des paysages forestiers transfrontaliers du complexe TGKS s'est tenue du 1er au 2 juillet 2025. Coprésidée par le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition écologique de Côte d'Ivoire (MINEDDTE) et FDA du Libéria, elle a bénéficié du soutien financier de l'UE par l'intermédiaire du projet NaturAfrica. Cette session a donné un nouvel élan à la collaboration en reprenant la finalisation du mémorandum d'entente entre les deux pays, en actualisant la composition du Comité (membres votants et observateurs), en recentrant la liste des actions urgentes sur quatre priorités clés, dont la création d'un comité technique transfrontalier sur l'application de la loi, et en fixant un calendrier précis pour l'approbation du mémorandum d'entente d'ici mai 2026.

6.2.2. Comité technique transfrontalier sur l'application de la loi

Les 15 et 16 décembre 2025, une réunion du Comité technique transfrontalier sur l'application de la loi dans le paysage du TGKS s'est tenue à Abidjan. Elle a rassemblé les autorités administratives, les forces de sécurité, des experts juridiques, OIPR et FDA. Face à la recrudescence des crimes environnementaux, tels que l'exploitation minière aurifère illégale, la pollution du fleuve Cavally et le braconnage des chimpanzés, dans un contexte de frontière poreuse, les participants ont approuvé des actions prioritaires : l'élaboration d'un mémorandum d'entente sur l'application de la loi ; la tenue d'une réunion des procureurs afin d'harmoniser les cadres juridiques ; le lancement d'une plateforme de communication pour les membres ; l'organisation d'une première patrouille conjointe le long du fleuve Cavally ; et la mobilisation des communautés riveraines sur le renforcement des mesures de lutte contre l'exploitation minière aurifère illégale, le trafic de bois et le commerce de viande de brousse.

6.2.3. Autres échanges transfrontaliers

WCF et l'OIPR ont été invités au « *Forum national des forêts* » organisé par FDA du Libéria pour partager l'expérience ivoirienne en matière de gestion des aires protégées, renforçant ainsi les échanges entre les deux pays.

7. Conscience et observation indépendante

7.1. Tournée de théâtre « *la Ruée vers l'Or Brun* »



Représentation théâtrale en 2025.

Au cours du premier semestre 2025, une pièce de théâtre intitulée « *La ruée vers l'or brun* » a été créée afin de sensibiliser les communautés riveraines du complexe forestier de TGKS à la déforestation massive qui menace les forêts du Libéria. Cette dégradation est principalement due à l'afflux de planteurs, attirés par la hausse des prix du cacao, et à l'expansion rapide des cultures sur des zones forestières. L'objectif de cette initiative était d'éviter au Libéria une situation similaire à celle de la déforestation déjà observée en Côte d'Ivoire.

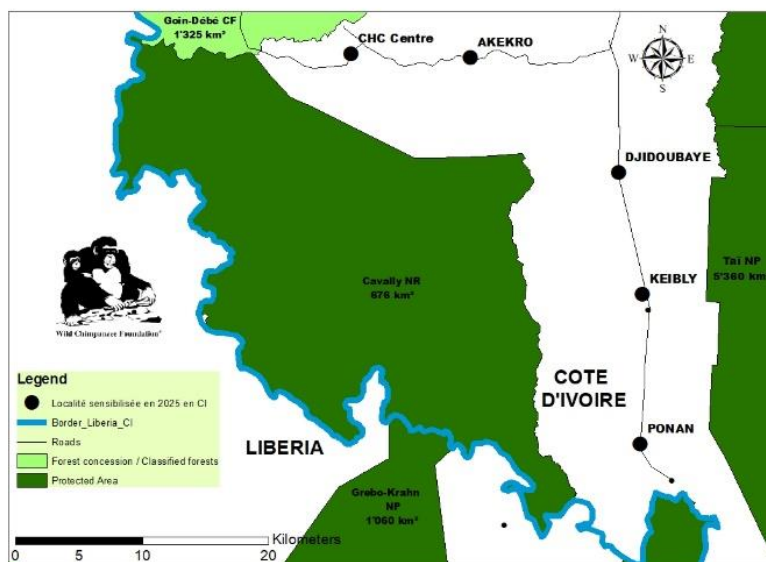


Figure 5. Lieux des représentations de la tournée théâtrale 2025 en Côte d'Ivoire.

La campagne a été lancée en avant-première le 8 mai 2025 à la galerie Amani, située dans le quartier Marcory Zone 4 d'Abidjan. Près de 100 invités ont assisté à la représentation, présentée par Alma Production (Côte d'Ivoire) et Eddie Theater (Libéria). Cet événement a permis un échange fructueux avec le public, offrant des pistes pour affiner le message en vue de sa mise en œuvre sur le terrain.

Du 10 au 14 mai 2025, des équipes de WCF Côte d'Ivoire, d'Alma Production, d'Eddie Theater Production et de l'ONG NOFNA (Notre Forêt, Notre Avenir) se sont rendues dans cinq communautés autour du PNT et de la RNC pour présenter la pièce et donner la parole aux habitants sur ce sujet. La tournée s'est conclue par la projection d'un documentaire produit par Alma Production sur la migration de jeunes Burkinabés de Côte d'Ivoire vers les terres en friche du Libéria et la déforestation dévastatrice qui en résulte. Au total, 2010 personnes (35,8 % de femmes et 64,2 % d'hommes) ont assisté à la tournée théâtrale.



Bannière promotionnelle de la tournée.

7.2. Projet avec Bibliothèques sans frontières

Dans le cadre d'un projet de sensibilisation à la protection des forêts, l'ONG *Bibliothèques sans frontières* a organisé une mission de diagnostic conjointe avec la WCF afin de développer des outils de sensibilisation adaptés au contexte ivoirien. Deux outils de sensibilisation, *Ideas Box* et *Ideas Cubes*, seront mis à la disposition du personnel de la WCF et de l'OIPR dès l'année prochaine. La formation des formateurs s'est déroulée à Abidjan et à Taï en décembre 2025.

7.3. Observation indépendante

L'année 2025 a été marquée par des progrès significatifs en matière de gouvernance et de protection des forêts dans la région de Taï, grâce à une collaboration renforcée entre la société civile, les ONG partenaires et les autorités ivoiriennes. Notre Forêt Notre Avenir (NOFNA) est une ONG partenaire clé dans le domaine de l'observation indépendante en Côte d'Ivoire.

Un travail essentiel a été réalisé sur l'élaboration d'une note thématique relative à la protection des témoins. Ce rapport, préparé en étroite collaboration avec la Haute Autorité pour la bonne gouvernance, Amnesty International et le ministère de la Justice, est en cours de révision. Son objectif est de fournir aux observateurs indépendants un outil précieux leur permettant de mieux comprendre et de faire valoir leurs droits en cas d'infraction.

En 2025, deux réunions de la cellule de suivi, coordonnées par le WCF, ont permis de partager les actions des ONG de la société civile en matière de gouvernance forestière. Ces réunions, qui se sont tenues les 21 mars et 5 septembre 2025 dans les locaux du WCF, ont rassemblé un vaste réseau d'organisations (NOFNA, JVE, GAYA, ACB-CI, AVEC, APFNP, EAGLE, VOLET VERT, GREEN ANSWERS, etc.) autour d'un objectif commun : améliorer l'application de la loi, documenter les menaces (cacao illégal, exploitation minière aurifère illégale, corruption) et coordonner un plaidoyer structuré pour une meilleure gouvernance forestière.

Les réunions de la cellule de suivi ont permis d'examiner les activités de NOFNA dans la RNC et dans la zone transfrontalière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria. Elles ont mis en lumière des progrès significatifs dans la lutte contre la culture illégale du cacao en Côte d'Ivoire, mais aussi deux menaces croissantes : les migrations massives vers le Libéria et la montée en puissance de l'orpaillage illégal.

NOFNA a également étendu ses activités au Libéria par le biais d'un travail de sensibilisation communautaire, ce qui a permis d'établir un dialogue essentiel pour comprendre les conséquences de cette déforestation massive.

8. Ecotourisme Taï

En 2025, le projet d'écotourisme Taï a renforcé son autonomie avec la nomination de deux guides titulaires et expérimentés pour assurer l'accueil et le séjour des visiteurs. Afin de diversifier ses revenus, de nouvelles activités ont été lancées (visites nocturnes, randonnées sur la crête de Seba, chasses au trésor) ainsi que l'excursion d'une journée, une formule abordable destinée à une clientèle locale. Malgré le contexte électoral d'octobre 2025, la fréquentation s'est stabilisée avec 230 touristes et 378 nuitées. Le taux de satisfaction demeure excellent (95 %), notamment grâce aux efforts déployés pour améliorer la propreté. À Daobly, les infrastructures ont été améliorées, avec notamment l'ouverture d'un cinquième bungalow et la rénovation de la toiture. Les installations sanitaires ont également été agrandies pour améliorer le confort des visiteurs.

Tableau 3. Taux de satisfaction en matière d'écotourisme à Taï par catégorie en 2025.

Catégorie	Taux de satisfaction en 2025
Hôtels à Taï	81,9%
Camper dans la forêt	94,7%
Daobly Bed and Breakfast	84,2%
Nourriture dans la forêt	94,5%
Activités en forêt	93,2%
Orientation – Connaissances	94,4%

En 2025, les recettes touristiques ont atteint un total de 30 881 000 FCFA (environ 47 077 €). Conformément à l'accord tripartite, cette somme a été répartie entre les partenaires :

- Ecotourisme Taï a reçu 21 327 800 FCFA (32 514 €) pour couvrir ses coûts opérationnels et 23 emplois ;
- La commune de Taï a reçu 4 481 000 FCFA (6 831 €) pour la mairie, le Daobly Bed & Breakfast et les initiatives de tourisme communautaire ;
- et l'OIPR a reçu 5 072 200 FCFA (7 732 €) de droits d'accès au parc.



Six guides touristiques et le responsable de la communication de la WCF ont accompagné les visiteurs durant leur séjour en forêt.

8.1. Communication

En 2025, la stratégie de communication s'est recentrée sur internet et le bouche-à-oreille, ce qui a permis d'accroître significativement la visibilité en ligne, notamment grâce à l'acquisition de plus de 6 900 nouveaux abonnés sur Facebook via des vidéos animalières. La notoriété de la marque a également été renforcée par la couverture médiatique et une présence active au sein des réseaux d'expatriés.

Le projet a renforcé ses partenariats institutionnels et nous avons participé à plusieurs salons professionnels majeurs, touchant près de 300 clients potentiels et promouvant l'écotourisme ainsi que les initiatives communautaires. Deux accords de partenariat ont été signés avec des agences de voyages, et la mise en place de forfaits incluant le transport depuis Abidjan a contribué à une augmentation de 6 % du nombre de visiteurs, malgré un climat préélectoral défavorable. Enfin, un programme d'échange entre guides nationaux et écoc guides locaux a permis de consolider le réseau professionnel et d'améliorer la qualité de l'accueil, aboutissant à la signature de deux protocoles d'accord.



Stand au SITLA (à gauche) et affiche de lancement pour le circuit « d'un jour » (à droite).

8.2. Habituation des primates à des fins d'écotourisme

L'habituation des primates à la présence humaine suit un protocole strict, s'appuyant sur l'expérience du Taï Chimpanzé Projet et les directives internationales. Des équipes d'écoguides se relaient chaque semaine dans la forêt pour suivre des groupes de mangabeys, de chimpanzés d'Afrique de l'Ouest et de colobes rouges, en utilisant des méthodes d'habituation standardisées et des protocoles sanitaires rigoureux (distances minimales, mesures d'hygiène, etc.).

En 2025, les chimpanzés ont été rarement observés, mais la fréquence des rencontres a légèrement augmenté par rapport à 2024. Les signes de présence ont diminué à partir d'avril, malgré deux observations directes en mai, puis ont repris régulièrement à partir de septembre. En novembre, les écoc guides ont même fait une mise au nid qui a abouti à un suivi le lendemain matin. Au total, 29 observations directes et 2 mises au nid ont été recensées, témoignant d'une habituation progressive. Les mangabeys ont été observés en moyenne 29 jours par mois, de l'aube au crépuscule, ce qui en fait le groupe le plus régulièrement suivi. Les recherches de colobes rouges ont duré en moyenne 6 jours par mois, un nombre de jours volontairement réduit afin de privilégier la détection et l'habituation des chimpanzés – éléments clés pour le développement de l'écotourisme et la conservation à Taï.

8.3. Initiatives de tourisme communautaire

Durant le mois de juillet et jusqu'au début du mois d'août, des travaux de rénovation et d'agrandissement ont été réalisés dans le bâtiment de l'écomusée de Taï. Le plafond a notamment dû être refait. Le projet d'écotourisme nous permet de présenter et de vendre certains produits artisanaux, tels que les produits à base de cacao de Rachelle, des sacs fabriqués à partir de pagne cousu par les jeunes filles de l'Institut de formation et d'éducation des femmes, et depuis cette année également des pots de miel récoltés dans les villages de la commune de Taï.



Production de sacs en tissu imprimé africain par l'Institut de formation et d'éducation des femmes, vendus à l'écomusée.

9. Objectifs pour 2026

En 2026, WCF Côte d'Ivoire vise à renforcer la protection des aires protégées, à améliorer le suivi de la faune sauvage, à consolider la coopération transfrontalière et à développer des solutions durables pour les communautés locales. Les efforts de conservation et de répression se concentreront sur l'appui à OIPR, gestionnaire des aires protégées, afin d'enrayer la déforestation dans la Réserve Naturelle de Cavally (RNC) et de réduire le braconnage et l'orpillage illégal dans le Parc National de Taï (PNT). Cet appui se traduira notamment par des équipes d'écogardes mieux équipées et plus actives. Dix missions de patrouille de dix jours sont prévues dans la RNC, et dix autres dans les secteurs écotouristique/recherche et de Djouroutou du PNT, mobilisant au total plus de 2 700 journées de travail. Par ailleurs, 1 500 hectares de terres dégradées dans la RNC seront réhabilités et cartographiés intégralement. Tout au long de ces activités, des données de terrain sur la faune sauvage, les activités illégales et les caractéristiques écologiques seront systématiquement collectées et intégrées dans des bases de données opérationnelles, dont EarthRanger, avec pour objectif une intégration complète des données.

En matière de biomonitoring, WCF poursuivra son étroite collaboration avec l'OIPR en soutenant au moins quatre missions de collecte de données à l'aide de transects linéaires et de caméras dans la RNC et le PNT. Des dizaines d'écogardes, d'auxiliaires et de membres du personnel de l'OIPR seront formés à la collecte et à l'analyse des données. Plusieurs rapports de biomonitoring devraient être produits pour des sites clés (GKNP, PNT, RNC et SNP) par l'unité de biomonitoring et d'analyse vidéo de WCF. L'année verra également la publication de guides techniques sur l'identification des espèces, la collecte et l'analyse des données, ainsi que la mise en place d'un système structuré d'analyse vidéo, comprenant des réunions d'examen hebdomadaires, des contrôles de qualité des données et des procédures de compilation.

Au niveau transfrontalier, l'année 2026 sera marquée par des efforts visant à faciliter la formalisation du cadre juridique du complexe transfrontalier Taï-Grebo-Krahn-Sapo (TGKS).

Ces efforts comprendront le soutien à la révision et à la signature d'accords intergouvernementaux, l'organisation de réunions de coordination et d'échanges entre procureurs, ainsi que le soutien à au moins une mission de drone, une patrouille de reconnaissance et trois missions de patrouille transfrontalière le long du fleuve Cavally.

Le développement d'un écotourisme durable dans le PNT constitue une autre priorité majeure. Les actions prévues comprennent la modernisation du camp d'écotourisme, l'amélioration des infrastructures d'accès, la finalisation et l'adoption du plan d'affaires 2026-2035, ainsi que le soutien à la création d'une ONG locale dédiée à la gestion des activités écotouristiques. Des outils de guidage (sentiers d'accès à la forêt, circuits d'observation des mangabeys, sentiers ethnobotaniques et chasses au trésor), des outils de suivi (rapports mensuels et réunions de comité) et de nouveaux produits touristiques (activités optionnelles, supports pédagogiques et affiches) devraient enrichir l'expérience des visiteurs tout en renforçant l'appropriation du projet par la population locale.

Parallèlement, WCF intensifiera ses efforts de sensibilisation et de promotion des alternatives écologiques. Au moins six sessions de sensibilisation communautaire seront organisées sur les thèmes des forêts, des zoonoses, du changement climatique et de la déforestation, ainsi que des activités d'éducation à l'environnement dans les écoles. Des guides de sensibilisation portant sur l'orpaillage illégal, le braconnage, le changement climatique et la pollution seront également produits. Sur le plan du développement économique, le programme vise à former au moins 17 personnes à l'apiculture et 14 à la permaculture. Des guides et des plans d'affaires seront élaborés pour ces filières, de nouvelles huiles végétales seront testées et des ventes pilotes seront lancées sur les marchés locaux afin d'évaluer leur impact sur les revenus des communautés. Toutes les activités feront l'objet d'un suivi grâce à des rapports réguliers, une visibilité accrue sur les réseaux sociaux et des outils de coordination régionale renforcés, garantissant ainsi la cohérence et l'impact global du programme 2026.

Plusieurs des activités prévues pour 2026 ne pourront être pleinement mises en œuvre que si des financements supplémentaires sont mobilisés avec succès au cours de l'année.

10. Remerciements

L'équipe WCF Côte d'Ivoire souhaite exprimer sa profonde gratitude à ses partenaires, en particulier à l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves, qui soutient WCF dans la mise en œuvre de tous ses projets. Nous remercions également, sans ordre particulier, les organisations partenaires : Notre Forêt Notre Avenir (NOFNA), la municipalité de Taï, Initiatives pour le Développement Communautaire et la Conservation des Forêts (IDEF), le Gouvernement des Amis Yadio et Assangbadji (GAYA), Jeunes Volontaires pour l'Environnement (JVE), l'Association des Propriétaires de Forêts Naturelles et de Plantations (APFNP), Green Answers, le Ministère des Affaires Étrangères, le Ministère de l'Eau et des Forêts, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de la Justice, la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance, Alma Production et la Galerie Amani. Nos remerciements particuliers vont également à la Ministre d'État, Ministre de la Modernisation de l'Administration et de la Fonction Publique, Présidente du Conseil Régional de Cavally, Mme Anne Désirée Ouloto, pour son engagement en faveur de la préservation de la Réserve Naturelle de Cavally. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous les membres des communautés locales qui contribuent activement à la protection des chimpanzés, en particulier aux éco-gardes et aux éco-guides communautaires. Nous sommes très reconnaissants envers les institutions de financement qui rendent ces projets possibles : NaturAfrica de l'Union européenne, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) en Côte d'Ivoire, la Fondation Arcus, le tourisme en Côte d'Ivoire, l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire et le Tusk Ranger Fund.

WILD CHIMPANZEE FOUNDATION



REPRESENTATION DU LIBERIA
Opposite German Embassy, Congo
Town, Monrovia, Montserrado County
Tel: +231 (0) 881497339
Email: liberia@wildchimps.org
Internet: www.wildchimps.org

RAPPORT ANNUEL - WCF LIBERIA

JANVIER - DECEMBRE 2025



Remise des clés de l'école primaire de Barwu, dans le Parc National de Grebo-Krahn

Table des matières

1. Résumé.....	3
2. Mission de la WCF et principales réalisations en 2025	5
3. Principaux objectifs et progrès réalisés en 2025	6
4. Principaux défis	6
5. Dates clés	7
6. Programme d'écoguardes communautaires	8
7. Programme auxiliaire, application de la loi et patrouilles de sécurité conjointe	14
8. Biomonitoring	16
9. Atténuation des conflits entre l'Homme et la faune sauvage	17
10. Programme de volontaires communautaires	18
11. Ecotourisme	19
12. Moyens de subsistance et infrastructures durables	20
13. Sensibilisation et éducation environnementale	23
14. Renforcement des capacités	25
15. Remerciements.....	27

Acronymes

FDA	<i>Forestry Development Authority / Autorité de développement forestier</i>
PNGK	Parc National de Grebo-Krahn
PNK	Parc National proposé de Kwa
PNFG	Parc National de la Forêt de Gola
PNS	Parc National de Sapo
PROBIO	<i>Protecting Biodiversity through law enforcement and community-led initiatives</i>
RSPB	<i>Royal Society for the Protection of Birds / Société Royale pour la Protection des Oiseaux</i>
SCNL	<i>Society for the Conservation of Nature of Liberia / Société pour la Conservation de la Nature du Liberia</i>
SMART	<i>Spatial Monitoring and Reporting Tool / Outil de suivi et de rapport spatial</i>
SUSTAIN	<i>Sustainable forest conservation in southeastern Liberia</i>
UE	Union Européenne
UOF	<i>Universal Outreach Foundation</i>
WCF	<i>Wild Chimpanzee Foundation / Fondation pour les Chimpanzés Sauvages</i>

1. Résumé

En 2025, la *Wild Chimpanzee Foundation* (WCF) au Libéria a continué à travailler en étroite collaboration avec la *Forestry Development Authority* (FDA, Autorité de Développement Forestier), d'autres partenaires gouvernementaux et organisations non gouvernementales, ainsi que les communautés locales, afin de préserver les chimpanzés d'Afrique de l'Ouest, une espèce en danger critique d'extinction, et d'autres espèces menacées, de renforcer la gestion des aires protégées et de soutenir le développement communautaire durable. Les projets menés au Libéria ont été financés par l'Union européenne (trois projets), *Rainforest Trust*, *Rainforest Rescue* et l'*Elephant Crisis Fund*. La WCF a bénéficié d'un engagement de haut niveau de la part du président libérien concernant les activités menées dans le Parc National de Sapo.

À travers le Libéria, dans les communautés d'accueil situées autour de huit aires protégées existantes ou en cours de création, la WCF a soutenu et créé au moins 441 emplois verts offrant un revenu régulier aux membres des communautés locales (dont 122 femmes) en tant qu'écogardes communautaires, guides touristiques, agents de biomonitoring, auxiliaires, membres d'équipes d'habituation, personnel de l'écologie de Sapo, coordinateurs de la gestion des conflits entre l'Homme et la faune sauvage, gardiens d'éléphants et animateurs de clubs de protection de la faune sauvage dans les écoles. Tous les membres des communautés participant à ces diverses activités ont été formés et entièrement équipés pour mener efficacement des patrouilles forestières et des missions de biomonitoring, ainsi que dans les autres domaines d'activités tels que le soutien à la FDA pour surveiller et gérer efficacement la biodiversité et son habitat.

Par ailleurs, 691 membres des communautés locales ont bénéficié de formations et d'un accompagnement sur les techniques agricoles adaptées au changement climatique, la collecte et la transformation de graines forestières riches en huile, l'atténuation des conflits Homme – Faune sauvage, la fabrication et l'utilisation de foyers améliorés, les techniques apicoles améliorées, la création et gestion d'une boulangerie, ainsi que sur les associations d'épargne villageoises. Une centaine de membres des communautés du sud-est du Libéria ont été organisés et formés pour créer des entreprises de conservation, notamment l'Entreprise de Conservation des Femmes de Sapo. Dans le cadre du programme de volontariat communautaire, qui aide les vendeuses de viande de brousse à se reconvertir dans des activités légales, 47 femmes ont réussi à cesser la vente de viande de brousse et à sensibiliser le public sur 13 marchés de Monrovia et de Paynesville, portant à 344 le nombre total de femmes qui sont passées définitivement de la vente de viande de brousse à des activités légales depuis 2020.

Dans tout le Libéria, 53 équipes d'écogardes communautaires ont mené 216 patrouilles approfondies dans des aires protégées existantes et proposées en 2025 : le Parc National de Grebo-Krahn (GKNP), le Parc National de Sapo (SNP), le Parc National proposé de Kwa (PKNP) et l'Aire Protégée proposée de Cestos-Senkwehn (CSPPA) dans le sud-est du Libéria, ainsi que le Parc National de la Forêt de Gola (GFNP), la Réserve d'Utilisation Multiple Durable du Lac Piso (LPSMUR) et l'Aire Protégée proposée de Foya (FPPA) dans le nord-ouest du Libéria. Les équipes ont parcouru une distance totale de 5 261 km, au cours de laquelle elles ont recensé les activités humaines et effectué des observations clés de la faune sauvage, notamment des chimpanzés et des éléphants de forêt, espèces en danger critique d'extinction, des cercopithèques diane, des colobes bai d'Afrique occidentale, des colobes noir et blanc, des céphalophes de Jentink, des hippopotames pygmées et des perroquets de Timneh en danger d'extinction, ainsi que des espèces classées vulnérables telles que le chat doré et le mangabey fuligineux. Le braconnage a été identifié comme la principale menace, tandis que l'exploitation minière et forestière illégales, ainsi que la culture incontrôlée du cacao dans le sud-est du Libéria, menacent davantage les aires protégées et leur biodiversité.

Le renforcement de l'application de la loi, grâce à la collaboration entre le Groupe de travail sur la criminalité liée à la faune sauvage (*Wildlife Crime Task Force*), les gardes forestiers de la FDA et les forces de sécurité conjointes, a permis l'arrestation et la condamnation de 67 suspects coupables d'infractions liées à la faune et flore sauvages. L'opération de sécurité conjointe « *Restore Hope IV* », soutenue par la WCF, a permis l'évacuation pacifique de plus de 5 000 orpailleurs illégaux du Parc National de Sapo.

Des membres de la communauté, formés au biomonitoring, ont mené des missions sur le terrain dans le GKNP, où ils ont réalisé 202 transects linéaires et installé 384 caméras pièges, ce qui a permis d'obtenir 14 095 vidéos d'animaux dont des vidéos d'espèces clés menacées. Dans le PKNP, l'analyse des caméras pièges a permis d'estimer la population de chimpanzés à 145 individus, bien que les transects linéaires aient indiqué une baisse de 76 % des traces de chimpanzés depuis 2017, soulignant le besoin urgent de renforcer les mesures de lutte contre le braconnage.

En collaboration avec l'Université norvégienne des sciences de la vie, la WCF a entamé la mise en place de parcelles de référence permanentes au sein du PKNP, afin d'obtenir des estimations fiables des stocks de carbone en vue du développement futur d'un projet carbone.

À l'écolodge de Sapo, 52 touristes ont été accueillis en 2025, ce qui a permis d'assurer un revenu régulier à 12 membres de la communauté, dont huit femmes. L'écolodge de Sapo a été agrandi en juin 2025, avec trois nouveaux chalets, une plate-forme pour tentes et des systèmes solaires modernisés. Le site web de l'écolodge a été lancé et du matériel promotionnel a été élaboré. En tant que nouvelle attraction touristique, l'habituation des mangabeys fuligineux a commencé, ce qui permettra aux touristes de vivre une nouvelle expérience d'ici mi-2026.

Aux alentours des parcs nationaux de GKNP, SNP et PKNP, la WCF a apporté son soutien aux communautés locales et à la FDA à travers divers projets d'infrastructure : construction de quatre puits équipés de pompes manuelles, installation d'éclairages solaires, réfection de routes, rénovation et construction de quatre écoles, rénovation des locaux de la FDA au SNP, construction d'une salle polyvalente et d'une boulangerie pour l'Entreprise de Conservation des Femmes de Sapo, construction de quatre huttes de palava, et achat d'un canoë équipé d'un moteur hors-bord de 15 chevaux afin de faciliter la traversée des rivières en toute sécurité.

Les actions de sensibilisation et d'éducation environnementales se sont poursuivies tout au long de l'année 2025. Les volontaires (anciennes vendeuses de viande de brousse), les écogardes et le personnel de la WCF ont mené des campagnes dans les écoles et les communautés. Ils ont également célébré la Journée mondiale de la vie sauvage, la Journée nationale de la plantation d'arbres et la Journée mondiale de l'environnement, et ont apporté leur soutien à 40 clubs de protection de la faune sauvage qui ont sensibilisé 1 200 élèves. Les écogardes communautaires ont animé des discussions avec 2 064 personnes à l'issue de leurs patrouilles forestières. Des tournées de théâtre de sensibilisation organisées en mai et en décembre ont touché plus de 5 622 personnes, illustrant les impacts de la culture non durable du cacao et promouvant l'agroforesterie comme alternative durable. Depuis septembre, la WCF a conclu un partenariat avec Radio District 3, qui couvre la plupart des zones d'intervention de la WCF dans le sud-est et présente et promeut les activités de la WCF chaque semaine. Des ateliers et des réunions avec les parties prenantes ont abordé la question de la déforestation liée à la culture incontrôlée du cacao et à la migration dans le sud-est du Libéria, aboutissant à une feuille de route commune pour un développement du cacao sans déforestation. Le Forum national sur les forêts du Libéria, coorganisé par la WCF en novembre, a réuni près de 300 parties prenantes du secteur forestier et des ressources naturelles, afin de favoriser une meilleure coordination et collaboration et de réduire les conflits d'intérêts, en particulier en ce qui concerne les intérêts concurrents pour différentes utilisations des terres dans les aires protégées existantes et proposées.

Enfin, la WCF Liberia a apporté son soutien à diverses initiatives transfrontalières avec la Côte d'Ivoire, telles que la réunion du comité de pilotage du complexe forestier Tai-Grebo-Krahn-Sapo en juillet et celle du comité technique transfrontalier chargé de l'application de la loi en décembre 2025, ainsi qu'à des programmes d'échange de connaissances destinés aux membres des communautés locales, au personnel de la FDA et au personnel de la WCF dans les domaines de la production d'huile de graines forestières, de foyers améliorés et de l'écotourisme.

2. Mission de la WCF et principales réalisations en 2025

Tout au long de l'année 2025, la WCF au Libéria a poursuivi son action visant à préserver les chimpanzés d'Afrique de l'Ouest, une espèce en danger critique d'extinction, ainsi que d'autres espèces menacées, à renforcer la gestion des aires protégées et à soutenir le développement durable des communautés locales.

De janvier à décembre 2025, la WCF a travaillé en étroite collaboration avec la FDA, d'autres partenaires gouvernementaux et organisations non gouvernementales, ainsi que les communautés locales, afin d'améliorer les résultats en matière de conservation dans les principaux espaces naturels du Libéria.

La WCF a également bénéficié d'un engagement de haut niveau de la part du président du Libéria, notamment en ce qui concerne le renforcement des mesures de protection dans le Parc National de Sapo.

Les principaux indicateurs de réussite sont présentés ci-dessous, avec les données les plus récentes disponibles :

- Population estimée de chimpanzés dans le Parc National proposé de Kwa : 145 individus (analyse des caméras pièges, 2025).
- 441 emplois verts pour les membres des communautés locales (dont 122 femmes), générant des revenus réguliers.
- 691 membres des communautés locales formés et accompagnés dans l'amélioration de leurs moyens de subsistance, de leurs techniques agricoles et de leurs activités commerciales.
- Couverture des patrouilles à travers tout le Libéria : 5 261 km (216 patrouilles).
- Couverture des patrouilles dans les zones prioritaires de la WCF :
 - Parc National de Grebo-Krahn : 710,46 km (29 patrouilles) ;
 - Parc National proposé de Kwa : 1 126,6 km (47 patrouilles) ;
 - Parc National de Sapo : 553,44 km (25 patrouilles).
- Résultats en matière d'application de la loi : 67 arrestations et condamnations (2025), > 5 000 orpailleurs illégaux expulsés pacifiquement du Parc National de Sapo.
- Efforts de biomonitoring dans le Parc National de Grebo-Krahn : 202 transects linéaires réalisés ; 384 caméras pièges installés ; 14 095 vidéos de la faune sauvage enregistrées (2025).
- Tourisme à l'écologie de Sapo : 52 touristes accueillis et capacité de l'écologie augmentée.
- Transition des moyens de subsistance des communautés : 47 anciennes vendeuses de viande de brousse se sont reconverties dans des activités commerciales légales en 2025 (344 femmes depuis 2020).

- 7 868 personnes ont été sensibilisées à la conservation de la biodiversité et à la gestion des ressources naturelles.
- La WCF a coorganisé le Forum national sur les forêts du Libéria.
- La WCF a organisé un atelier sur le cacao durable, les dynamiques migratoires et la gouvernance forestière, afin de lutter contre la menace de déforestation posée par les cultivateurs de cacao migrants dans le sud-est du Libéria.

3. Principaux objectifs et progrès réalisés en 2025

Les objectifs annuels sont formulés en termes d'activités opérationnelles, adaptées à la mise en œuvre sur le terrain. Les priorités pour 2025 et l'état d'avancement des travaux sont les suivants.

- Renforcement des systèmes de patrouilles d'écogardes communautaires dans les aires protégées existantes et proposées : **Objectif atteint**. Au total, 216 patrouilles ont été menées à bien à GKNP, SNP, PKNP, CSPPA et dans les aires du nord-ouest, ce qui a considérablement amélioré la couverture de surveillance.
- Renforcement de l'application de la loi et soutien à la FDA : **Objectif atteint**. Les patrouilles conjointes ont abouti à 67 condamnations. Une opération coordonnée de grande envergure menée en août 2025 a permis l'évacuation pacifique de plus de 5 000 orpailleurs illégaux du SNP, rétablissant ainsi l'autorité de l'État dans des zones clés.
- Poursuite du biomonitoring de la faune sauvage par le biais d'un programme communautaire : **En cours (phase avancée)**. 202 transects linéaires et 384 cameras pièges ont été déployés dans le GKNP. Les analyses finales et les évaluations des tendances démographiques se poursuivront jusqu'au début de l'année 2026.
- Atténuation des conflits entre l'Homme et la faune sauvage et soutien à l'agriculture durable : **Objectif atteint**. 521 agriculteurs ont été formés et accompagnés aux techniques de protection des cultures ; des kits pour réduire les conflits Homme-Faune ont été distribués ; le suivi indique une adoption positive.
- Développement de l'écotourisme et de la génération de revenus pour les communautés : **En cours**. 52 touristes ont été accueillis à l'écologie de Sapo ; les améliorations des infrastructures ont été achevées (nouveaux chalets, système solaire, plate-forme pour tentes).
- Soutien aux entreprises de conservation : **Objectif atteint**. Soutien à l'Entreprise de Conservation des Femmes de Sapo et aux groupes coopératifs d'épargne et de crédit villageoise/apicoles ; 100 agriculteurs formés.
- Sensibilisation et éducation environnementale : **Objectif atteint**. Les activités de sensibilisation ont touché des milliers de membres de la communauté ; 40 clubs de protection de la faune sauvage ont soutenu 1 200 élèves ; les campagnes théâtrales ont touché plus de 3 800 personnes.

4. Principaux défis

Les pressions humaines sur les écosystèmes forestiers du Libéria restent extrêmement fortes. L'expansion continue de la culture du cacao entraîne :

- L'exploitation minière illégale, en particulier dans et autour du SNP ;
- L'empiètement agricole dans le PKNP ;

- Une pression persistante due au braconnage sur l'ensemble des territoires.

Le déclin drastique des traces de chimpanzés dans le PKNP souligne le besoin urgent de renforcer les efforts de lutte contre le braconnage et de mettre en place des mesures de protection à long terme.

Pour relever ces défis, la WCF continuera à renforcer sa présence sur le terrain, à améliorer la collaboration avec la FDA et les autorités nationales, à renforcer l'efficacité de l'application de la loi et à intensifier les interventions communautaires en matière de conservation et de moyens de subsistance durables.

5. Dates clés

Janvier 2025 : Lancement des projets financés par l'Union européenne (UE) : SUSTAIN et NaturAfrica TGKS ; formation de 40 agents pour le biomonitoring de GKNP.

Février 2025 : Lancement du programme d'auxiliaires chargés de l'application de la loi au SNP avec 20 auxiliaires ; Convention nationale de l'apiculture au GKNP avec la formation de 100 apiculteurs aux techniques améliorées et à la diversification des produits.

Mars 2025 : Lancement officiel du projet SUSTAIN ; Achèvement du programme de bénévolat communautaire avec 47 anciennes vendeuses de viande de brousse qui se sont lancées dans des activités commerciales légales.

Avril 2025 : Lancement du programme d'écogardes communautaires au SNP avec 40 nouveaux écogardes ; Réunion de coordination régionale à Zwedru.

Mai 2025 : Première rencontre avec le président libérien au sujet de la protection du SNP ; Tournée théâtrale transfrontalière de sensibilisation à la production non durable de cacao et à l'agroforesterie touchant 3 817 personnes au Libéria ; Lancement du programme d'habituation des mangabeys fuligineux au SNP.

Juin 2025 : Agrandissement de l'écolodge de Sapo ; Construction d'une salle polyvalente et d'une boulangerie pour l'Entreprise de Conservation des Femmes de Sapo ; Deuxième rencontre avec le président libérien concernant la protection du SNP.

Juillet 2025 : Déploiement de 215 gardes forestiers et agents de sécurité conjointe au SNP ; Remise officielle aux communautés d'un bateau permettant de traverser la rivière en toute sécurité ; Réunion du comité de pilotage du complexe forestier Tai-Grebo-Krahn-Sapo.

Août 2025 : Achèvement du programme de biomonitoring pour le PKNP ; Formation à l'application de la loi pour 20 agents des postes de contrôle.

Septembre 2025 : Achèvement de l'évacuation pacifique de 5 000 orpailleurs illégaux du SNP.

Octobre 2025 : Réunion de coordination régionale à Fishtown ; Début de la mise en place de parcelles de référence permanentes au sein du PKNP afin d'obtenir des estimations fiables des stocks de carbone.

Novembre 2025 : Forum national sur les forêts ; Atelier sur « Le cacao durable, les dynamiques migratoires et la gouvernance forestière » ; Lancement du site web de l'écolodge de Sapo.

Décembre 2025 : Cérémonies de remise des clés de deux écoles et de latrines ; Sensibilisation par le théâtre dans le PKNP et le SNP, touchant 1 805 personnes.

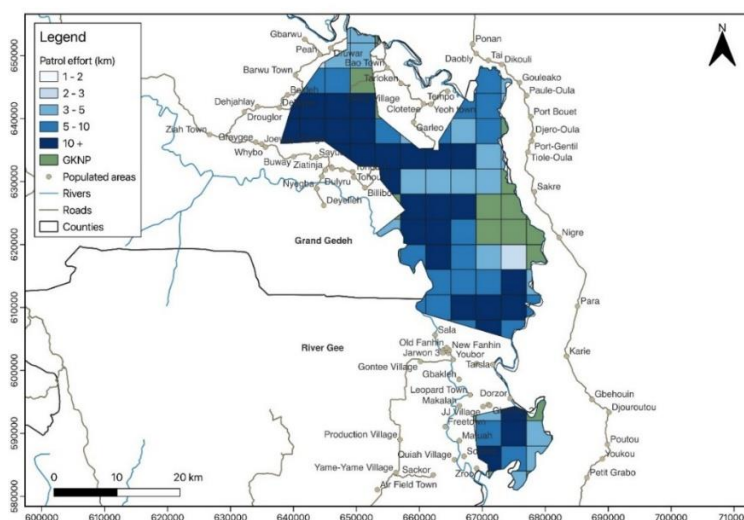
6. Programme d'écogardes communautaires

• Parc National de Grebo-Krahn (GKNP)

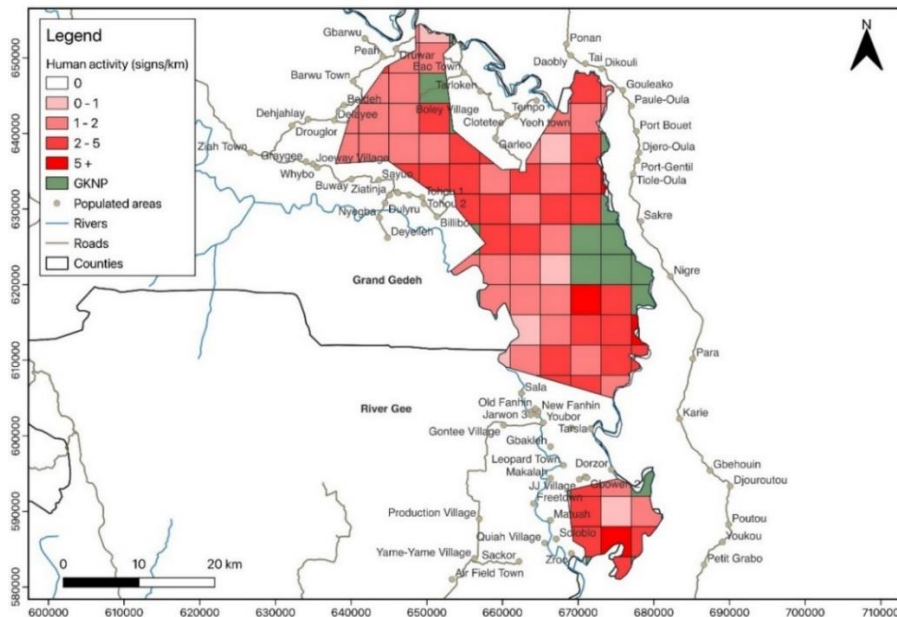
En 2025, les huit équipes d'écogardes communautaires du GKNP, composées de 32 membres de la communauté (dont 16 femmes) et de huit chefs d'équipe, ont effectué 29 patrouilles forestières, couvrant un total de 181 cellules de quadrillage (chaque cellule mesurant 4 x 4 km) et parcourant une distance totale de 710,46 km. Le nombre de jours consacrés aux patrouilles forestières s'est élevé à 185, pour un total de 829 jours-personnes.

Au cours des 29 patrouilles forestières menées, les équipes ont observé 1 511 signes d'activités humaines, dont 1 278 signes de chasse (y compris des sentiers potentiellement utilisés par des braconniers), avec un taux de rencontre de 2,13 signes d'activité humaine par kilomètre et de 1,80 signe de chasse par kilomètre. La menace de loin la plus importante observée par les équipes était le braconnage (84,6 % du total des activités humaines), avec relativement peu d'arbres abattus et d'exploitation illégale de bois, et très peu d'observations d'activités minières. Cependant, la situation minière le long de la rivière Cavalla reste grave, et une menace croissante liée à l'exploitation minière est observée autour de la ville de Billibo dans le Grand Gedeh, où des mineurs chinois opèrent à proximité du GKNP – une situation qui a été signalée à la FDA et à la Sécurité Conjointe et qui doit être traitée de toute urgence. De même, tout autour du GKNP, la pression exercée par les cultivateurs de cacao migrants reste forte, bien que la WCF ait mené une campagne de sensibilisation intensive par le théâtre afin d'éduquer la population locale et les autorités locales sur les conséquences négatives et les pertes potentielles auxquelles ils sont confrontés à la lumière du règlement de l'Union européenne sur les produits sans déforestation.

Les observations de 2025 font état d'une augmentation de 4 % des activités humaines observées (passant de 2,04 indices/km à 2,13 indices/km) et d'une diminution de 6 % des indices de chasse (passant de 1,92 indices/km à 1,80 indices/km) par rapport à 2024. Cette augmentation est liée à l'intensification des activités minières (comme mentionné ci-dessus), tandis que la diminution des observations de chasse est un signe encourageant, même s'il convient de l'interpréter avec prudence en raison de la réduction des efforts de patrouille en début d'année. Néanmoins, cela démontre l'efficacité tant du programme d'écogardes communautaires que du programme auxiliaire d'application de la loi lancés en 2023, après l'absence totale de toute forme d'application de la loi au sein du GKNP depuis la création du parc en 2017.

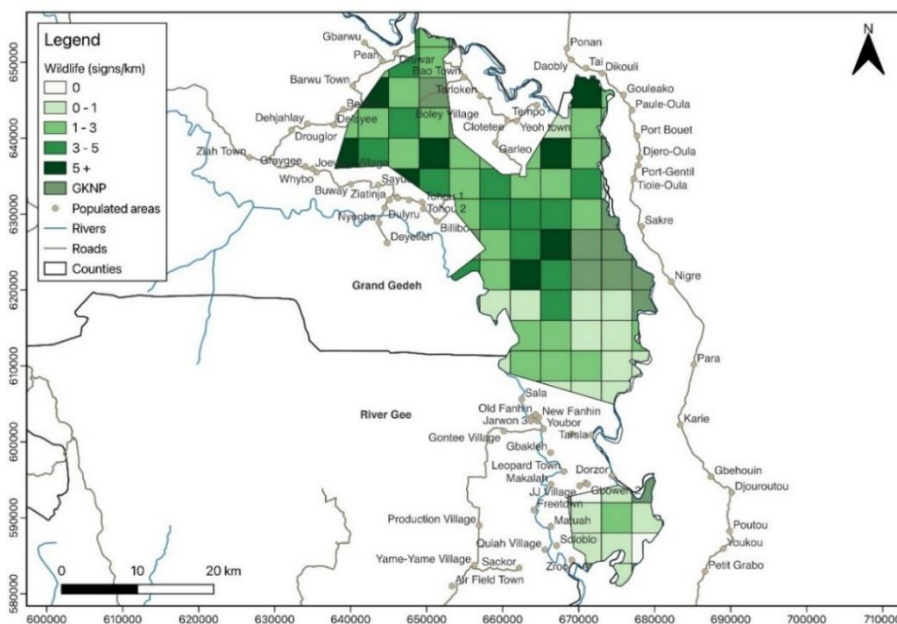


Carte de la couverture des patrouilles des écogardes communautaires dans le Parc National de Grebo-Krahn en 2025 (plus les zones bleues sont foncées, plus la distance parcourue dans chaque grille est importante, certaines grilles ayant été visitées à plusieurs reprises).



Carte des activités humaines observées dans le Parc National de Grebo-Krahn en 2025 (plus les zones rouges sont foncées, plus les activités humaines ont été nombreuses).

En ce qui concerne les principales espèces sauvages menacées, les équipes ont effectué 1 722 observations, soit un taux de rencontre de 2,42 indices/km, parmi lesquelles figuraient des observations des espèces les plus menacées, telles que le chimpanzé d’Afrique de l’Ouest et l’éléphant de forêt, tous deux en danger critique d’extinction ; le cercopithèque diane, le colobe bai d’Afrique occidentale, le colobe noir et blanc, le céphalophe de Jentink, l’hippopotame pygmée et le perroquet de Timneh, tous en danger d’extinction ; ainsi que le chat doré, le mangabey fuligineux, le colobe olive, le céphalophe zébré et le céphalophe de Brooke, tous classés vulnérables.



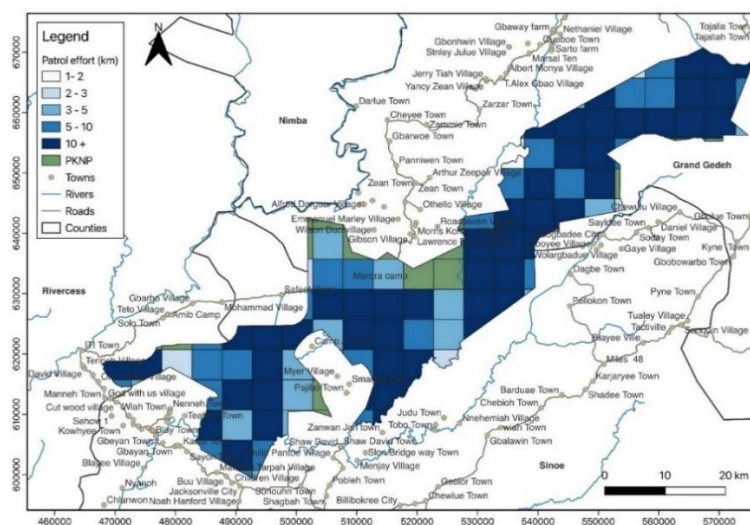
Carte illustrant la répartition des observations d'espèces sauvages clés effectuées lors des patrouilles dans le Parc National de Grebo-Krahn en 2025 (plus les zones vertes sont foncées, plus le nombre d'observations d'animaux sauvages est élevé).

À la suite des patrouilles forestières, les équipes d'écogardes communautaires ont mené des actions de sensibilisation dans 23 communautés situées à proximité du GKNP. Au cours de ces réunions, 495 membres des communautés ont été sensibilisés, dont 168 femmes. Ces réunions permettent d'instaurer un dialogue entre les équipes d'écogardes communautaires et les membres des communautés locales afin de discuter des empiètements illégaux au sein du parc et d'élaborer des stratégies visant à décourager de futures activités illégales.

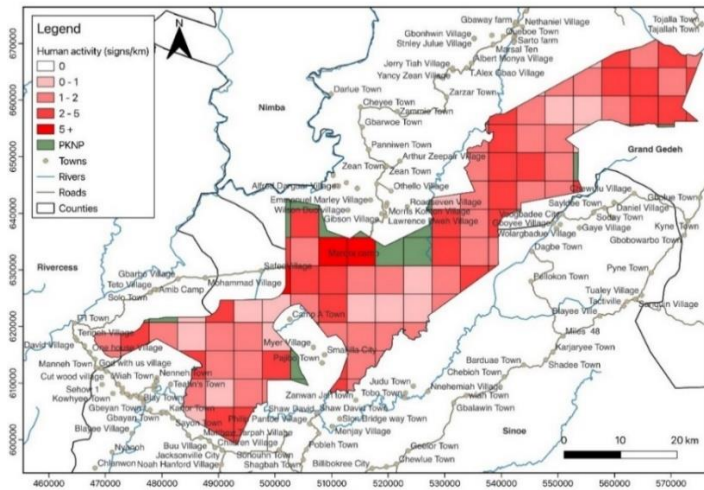
• Parc National proposé de Kwa (PKNP)

De janvier à décembre 2025, les dix équipes d'écogardes communautaires du PKNP ont effectué 47 patrouilles forestières, couvrant au total 283 cellules de quadrillage et une distance totale de 1 126,60 km. Le nombre de jours consacrés aux patrouilles forestières s'est élevé à 292, soit un total de 1 427 jours-personnes. Au cours des 47 patrouilles forestières menées, les équipes ont observé 2 220 signes d'activités humaines, dont 1 811 signes de chasse (y compris des sentiers potentiellement utilisés par des braconniers), avec un taux d'observation de 1,97 signes d'activité humaine par km et de 1,61 signes de chasse par km. La principale menace observée était le braconnage (81,6 % du total des activités humaines), avec relativement peu d'arbres abattus et d'exploitation forestière illégale, et peu d'observations de campements, d'agriculture et d'exploitation minière.

Dans la partie nord-est du PKNP, on a constaté une recrudescence des empiètements par des agriculteurs migrants qui défrichent la forêt pour cultiver du cacao, ce qui risque fortement d'entraîner une perte d'habitat et de biodiversité dans le futur parc si la situation n'est pas traitée conjointement par la FDA, d'autres institutions gouvernementales clés et les autorités locales. Par conséquent, la stratégie de surveillance et d'application de la loi a été légèrement modifiée en octobre 2025, et 27 des écogardes communautaires ont rejoint les équipes auxiliaires ainsi que les forces de sécurité conjointes, afin d'assurer une présence permanente à l'intérieur du PKNP dans les zones les plus menacées par la culture du cacao. Les écogardes ayant rejoint les auxiliaires ont été remplacés par d'anciens agents de biomonitoring issus des communautés, qui ont suivi une formation début novembre avant d'intégrer les équipes. Cela a entraîné un léger retard dans les patrouilles des écogardes communautaires au cours du dernier trimestre de 2025 et explique pourquoi, au total, seules 47 patrouilles d'écogardes communautaires ont été menées en 2025, au lieu des 60 prévues.



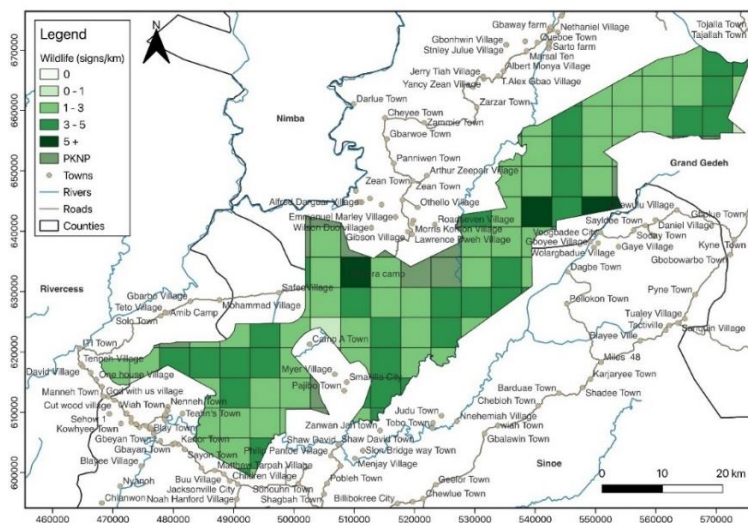
Carte de la couverture des patrouilles des écogardes communautaires dans le Parc National proposé de Kwa en 2025 (plus la zone bleue est foncée, plus le nombre de patrouilles a été important et plus la distance parcourue a été grande dans la case correspondante).



Carte des activités humaines observées dans le Parc National proposé de Kwa en 2025 (plus les zones rouges sont foncées, plus les activités humaines ont été nombreuses).

Malgré les menaces croissantes liées à la culture du cacao, les observations de 2025 font état d'une baisse de 10 % des activités humaines relevées, telles que l'exploitation forestière illégale et l'exploitation minière (passant de 2,19 indices/km à 1,97 indices/km), ainsi que d'une diminution de 23 % des indices de chasse (passant de 2,08 indices/km à 1,61 indices/km) par rapport à 2024. Cela démontre l'efficacité du programme d'écogardes et constitue un résultat très encourageant, car il montre que malgré un niveau élevé de menaces localisées, en particulier liées à la culture du cacao où une intensification de la chasse peut également se produire, la situation globale dans le PKNP s'améliore progressivement.

En ce qui concerne les principales espèces sauvages menacées, les équipes ont enregistré 3 002 observations, soit un taux de rencontre de 2,67 indices par kilomètre. Ces indices comprenaient des observations des espèces les plus menacées, telles que le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest et l'éléphant de forêt, tous deux en danger critique d'extinction ; le cercopithèque diane, le colobe bai d'Afrique occidentale, le colobe noir et blanc, le céphalophe de Jentink, le pangolin géant, le léopard, l'hippopotame pygmée et le perroquet de Timneh, tous en danger d'extinction; ainsi que le mangabey fuligineux, le colobe olive, le céphalophe de Brooke et le céphalophe zébré, tous classés vulnérables.



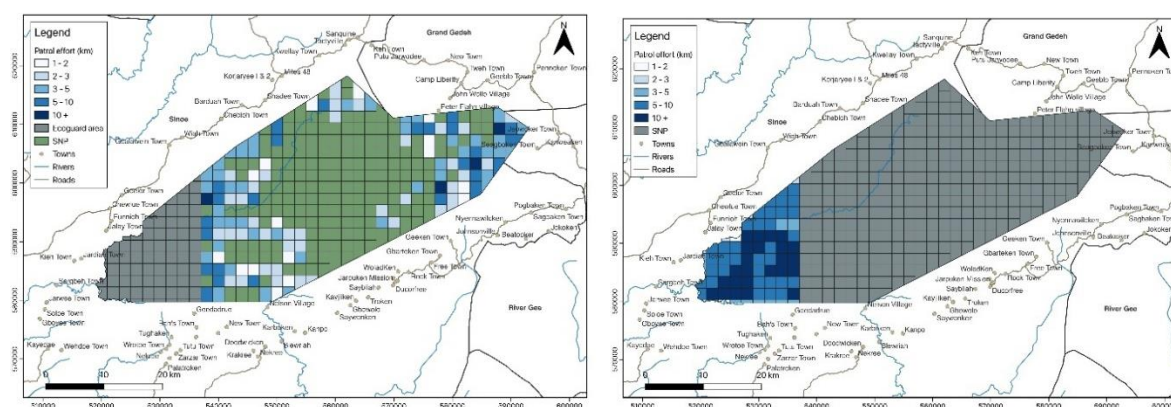
Répartition des observations d'espèces sauvages clés effectuées dans le PKNP en 2025 (les zones en vert foncé indiquant une fréquence plus élevée d'observations d'animaux sauvages).

À l'issue des patrouilles forestières, les équipes d'écogardes communautaires ont mené des actions de sensibilisation dans 42 communautés situées à proximité du PKNP, touchant ainsi 942 membres dont 270 femmes.

- **Parc National de Sapo (SNP)**

En 2025, les dix équipes d'écogardes communautaires du SNP ont effectué 25 patrouilles forestières en dehors de la zone touristique, couvrant un total de 139 cellules (chaque cellule mesurant 4 x 4 km) et parcourant une distance totale de 553,44 km. Le nombre de jours consacrés aux patrouilles forestières s'est élevé à 148, pour un total de 802 jours-personnes. Au sein de la zone touristique, les trois équipes d'écogardes touristiques et une équipe de guides touristiques ont effectué 24 patrouilles, couvrant 164 cellules et une distance de 646,90 km, sur 187 jours de patrouille, soit 1 101 jours-personnes.

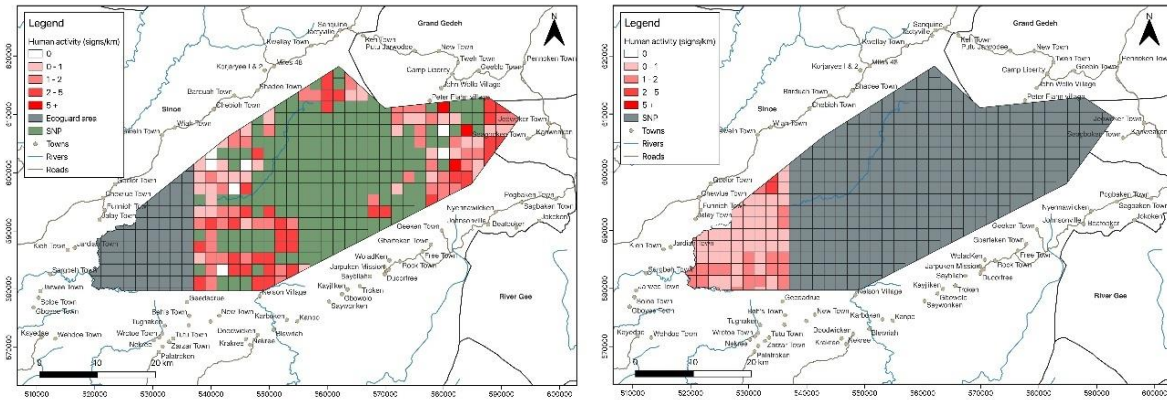
Les équipes ont ainsi effectué le nombre maximal de patrouilles prévues dans la zone touristique, ce qui constitue une belle réussite permettant d'assurer une protection renforcée de la zone touristique de Sapo. Cette zone se divise en une zone centrale, où les guides touristiques inspectent minutieusement tous les sites d'intérêt touristique tout en recensant la faune sauvage et les activités humaines, et en une zone périphérique plus vaste, où les écogardes touristiques se concentrent sur le recensement de la faune sauvage et des activités humaines.



Carte de la couverture des patrouilles d'écogardes communautaires dans le Parc National de Sapo en 2025, à l'extérieur (a) et à l'intérieur (b) de la zone touristique.

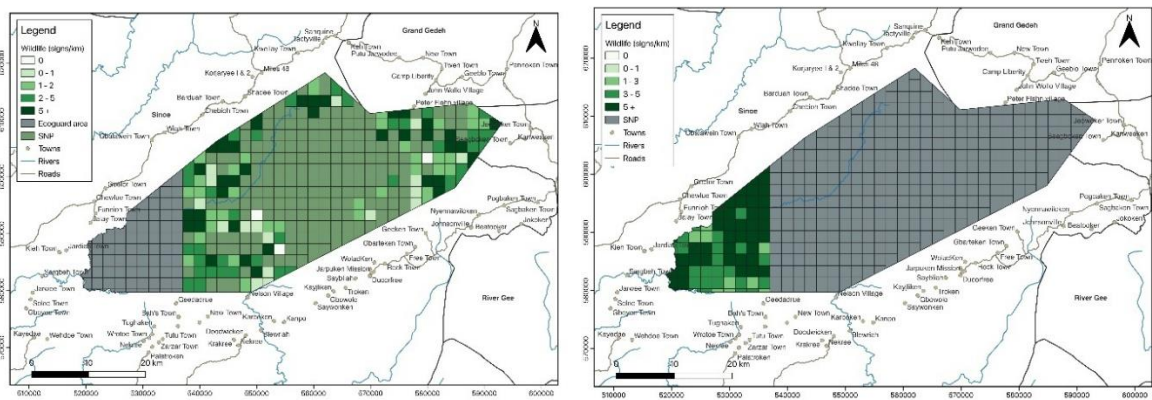
Lors des 25 patrouilles forestières effectuées hors de la zone touristique, les équipes ont observé 973 signes d'activité humaine, dont 948 signes de chasse (y compris des sentiers potentiellement utilisés par les braconniers), soit un taux d'observation de 1,76 signe d'activité humaine par kilomètre et de 1,71 signe de chasse par kilomètre. En revanche, les signes de dégradation et de déforestation étaient relativement peu nombreux.

Au cours des 24 patrouilles effectuées dans la zone touristique, les équipes ont observé 520 signes d'activité humaine, tous liés à la chasse (y compris des sentiers potentiellement utilisés par les braconniers), soit un taux de 0,80 signe par kilomètre. Les observations de 2025 montrent une diminution de 14 % des activités humaines observées (de 0,93 signe/km à 0,80 signe/km) par rapport à 2024.



Carte des activités humaines illégales observées dans le Parc National de Sapo en 2025, à l'extérieur (a) et à l'intérieur (b) de la zone touristique.

Concernant les espèces sauvages menacées, les équipes ont effectué 2 254 observations en dehors de la zone touristique, soit un taux d'observation de 4,07 observations/km. Parmi ces observations figurent des espèces parmi les plus menacées, comme le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest et l'éléphant de forêt, tous deux en danger critique d'extinction ; le cercopithèque diane, le colobe bai d'Afrique occidentale, le colobe noir et blanc, le céphalophe de Jentink, l'hippopotame nain, le léopard et le perroquet de Timneh en danger d'extinction ; et le chat doré, le mangabey fuligineux, le colobe olive, le céphalophe zèbre et le céphalophe de Brooke classés vulnérables. À l'intérieur de la zone touristique, les équipes ont effectué 3 731 observations, soit un taux d'observation de 5,77 observations/km.



Carte montrant la répartition des observations des principales espèces sauvages effectuées lors des patrouilles dans le Parc National de Sapo en 2025, à l'extérieur (a) et à l'intérieur (b) de la zone touristique.

Il est impossible de comparer les indices de présence de la faune sauvage et les signes d'activités humaines illégales avec les années précédentes, car 2025 a marqué la première année des patrouilles d'écogardes communautaires de la WCF dans le SNP en dehors de la zone touristique. Cependant, ces chiffres constituent un point de référence précieux pour les comparaisons avec les années à venir.

Après les patrouilles forestières, les équipes d'écogardes communautaires ont mené des actions de sensibilisation dans 22 communautés riveraines du SNP. Au cours de ces réunions, 627 membres dont 232 femmes, ont été sensibilisés.



Équipe d'écogardes communautaires (à gauche) et camp d'orpaillage illégal (Camp Iraq, à droite) dans le Parc National de Sapo.

Les rapports de l'outil de surveillance et de rapport spatial (SMART) sont produits mensuellement et annuellement. Ils sont partagés avec l'unité d'écogardes communautaires de la FDA, qui gère également la base de données nationale SMART (avec le soutien de WCF). Ces rapports sont aussi communiqués à l'équipe locale de la FDA afin de faciliter la planification des missions de maintien de l'ordre en collaboration avec les services de sécurité.

• Programme d'écogardes communautaires dans le nord-ouest du Libéria

Au niveau national, la WCF, en étroite collaboration avec la FDA, la Société pour la Conservation de la Nature du Libéria (SCNL) et la Société Royale pour la Protection des Oiseaux (RSPB), a continué de soutenir les programmes d'écogardes communautaires dans la Réserve à Usages Multiples Durables du Lac Piso (LPSMUR, 5 équipes, 20 écogardes, dont 13 femmes), le Parc National de la Forêt de Gola (GFNP, 5 équipes, 20 écogardes, dont 10 femmes) et l'Aire Protégée proposée de Foya (FPPA, 4 équipes, 20 écogardes, dont 10 femmes). Au total, 91 patrouilles ont été menées dans ces trois aires de janvier à décembre 2025 (25 dans la LPSMUR, 41 dans le GFNP et 25 dans la FPPA).

En 2025, le programme national d'écogardes communautaires de la WCF a été financé par l'UE avec les projets PROBIO, SUSTAIN, NaturAfrica, ainsi que par *Rainforest Trust* et *Rainforest Rescue*.

7. Programme auxiliaire, application de la loi et patrouilles de sécurité conjointe

Dans le PKNP, huit patrouilles auxiliaires de la FDA ont été menées, réparties entre deux équipes. Ces équipes ont patrouillé un total de 23 grilles et organisé des réunions de sensibilisation communautaire à Juluzon et Quebo Town. Lors de ces réunions, elles ont échangé avec les membres de la communauté sur les activités se déroulant dans le futur parc national, notamment le débroussaillage des plantations de cacao et le braconnage observé lors des patrouilles. Dans le GKNP, deux patrouilles auxiliaires de la FDA ont été effectuées, couvrant un total de 17 grilles. Dans le SNP, deux patrouilles auxiliaires de la FDA et cinq patrouilles de police ont été menées. Au total, les équipes ont patrouillé 54 grilles.

Ces patrouilles ont abouti à 33 arrestations dans le PKNP et à huit dans le GKNP. À ce jour, 30 personnes ont été condamnées, tandis que les autres procédures judiciaires sont toujours en cours. La grande majorité des arrestations concernaient des cacaoculteurs migrants empiétant sur le territoire du PKNP. Pour le SNP, les patrouilles des forces de l'ordre ne peuvent pour

l'instant avoir lieu que dans une zone restreinte, alors qu'à l'est du parc, où vivent des milliers d'orpailleurs illégaux partiellement armés, il y a nécessité d'une intervention adaptée.

La FDA et le Ministère de l'Intérieur, avec le soutien du président libérien, ont réalisé des progrès significatifs afin d'assurer la présence des forces de l'ordre sur le terrain dans les plus brefs délais, pour une période d'au moins six mois. L'objectif est de garantir que le SNP soit débarrassé des orpailleurs et pleinement sécurisé. Parallèlement, des gardes forestiers supplémentaires de la FDA seront recrutés et formés pour être stationnés au SNP à long terme.



Equipe auxiliaire de la FDA pour le Parc National de Grebo-Krahn (à gauche) et l'équipe 2 de Sapo (à droite).

D'août à septembre 2025, la WCF et la FDA, en collaboration avec les forces de sécurité conjointe, ont obtenu des résultats encourageants dans le rétablissement d'une protection efficace du SNP, la plus grande et la plus ancienne aire protégée du Libéria. Une équipe coordonnée de 215 agents de sécurité, comprenant des membres des forces armées libériennes, de la police nationale libérienne, du service d'immigration libérien et des gardes forestiers, a expulsé pacifiquement des milliers d'orpailleurs illégaux du parc, soit plus de 5 000 personnes. Cette importante initiative de maintien de l'ordre a reçu le soutien indéfectible du Président Joseph N. Boakai et de l'ancien surintendant du comté de Sinoe, l'honorable Peter W. Nyensuah. Après septembre, un contingent réduit de forces de sécurité conjointe (165 soldats des forces armées libériennes) est resté sur place, dans l'attente du recrutement et de la formation d'un plus grand nombre de gardes forestiers qui seraient déployés au SNP.

L'intervention conjointe des forces de l'ordre et de la sécurité dans le SNP a été financée par l'Union européenne dans le cadre des projets SUSTAIN et NaturAfrica TGKS.



Des orpailleurs illégaux sont escortés hors du Parc National de Sapo.

8. Biomonitoring

- *Parc National de Grebo-Krahn (GKNP)*

La formation des membres de la communauté au biomonitoring s'est achevée en janvier. Dix équipes, soit 40 personnes, ont été formées. Depuis, elles ont mené à bien huit missions sur le terrain. À ce jour, 202 transects linéaires sur les 250 prévus (81 %) ont été réalisés, et 384 des 500 caméras pièges (77 %) ont été installées dans le parc.

Deux missions finales (une d'installation et une de récupération) auront lieu en 2026 pour achever le biomonitoring du GKNP. L'analyse des vidéos par l'équipe d'analystes en Côte d'Ivoire est en cours. Les observations réalisées le long des transects linéaires ont permis d'identifier le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest et l'éléphant de forêt d'Afrique, tous deux en danger critique d'extinction ; l'hippopotame nain, le cercopithèque diane, le colobe bai d'Afrique occidentale, le colobe noir et blanc et le céphalophe de Jentink, en danger d'extinction ; et le mangabey fuligineux, le colobe olive, le céphalophe de Brooke et le céphalophe zébré, classés vulnérables. À ce jour, 14 095 vidéos d'animaux ont été enregistrées.

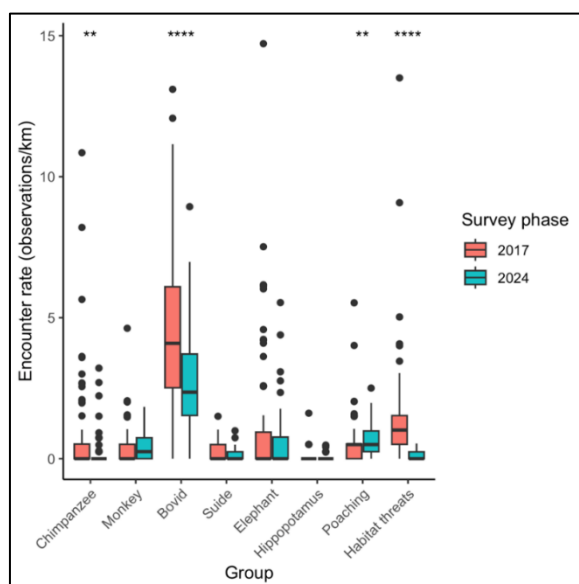
Le biomonitoring du GKNP est financé par l'Union européenne dans le cadre des projets SUSTAIN et NaturAfrica TGKF.



Site de cassage de noix utilisé par les chimpanzés (à gauche), équipe de biomonitoring (au milieu) et vérification des vidéos (à droite).

- *Parc National proposé de Kwa (PKNP)*

L'analyse du biomonitoring de PKNP s'est achevée en août 2025, clôturant un programme débuté en septembre 2023. Les équipes n'ont pas recueilli suffisamment d'observations le long des transects linéaires pour appliquer le protocole d'échantillonnage par distance de la WCF ; les taux de rencontre ont donc été utilisés pour comparer les tendances démographiques avec les données recueillies en 2017 (voir la figure ci-dessous). Une baisse significative des taux de rencontre (observations/km) a été observée chez les chimpanzés et les bovidés. Bien que les menaces pesant sur l'habitat aient considérablement diminué (culture du cacao, exploitation minière artisanale, etc.), les observations de signes de braconnage restent élevées, même si les résultats du programme des écogardes communautaires montrent une diminution du nombre d'observations de braconnage.



Taux de rencontre des principaux groupes de mammifères et activité humaine entre 2017 (en rose) et 2024 (en bleu) dans le Parc National proposé de Kwa.

Contrairement aux données des transects linéaires, les données des caméras pièges ont permis d'estimer la densité et l'abondance des populations de différentes espèces. Bien que ces chiffres ne soient pas directement comparables aux estimations de 2017 (basées uniquement sur des données de transects linéaires), ils constituent néanmoins une estimation de référence importante pour les futures études. Concernant les chimpanzés d'Afrique de l'Ouest, nous avons estimé la population à 145 individus, soit une densité de 0,07 individu/km² au sein du PKNP. Les estimations du taux de rencontre issues des transects linéaires révèlent une diminution de 76 % des traces de chimpanzés sur les sept années séparant les deux études. Cette baisse alarmante est probablement due à une pression de chasse accrue et à la perte d'habitat causée par des activités telles que l'exploitation forestière illégale, l'exploitation minière et la culture du cacao. Il est urgent d'y remédier afin d'enrayer ce déclin. Outre la pression exercée par les activités humaines illégales, ce déclin pourrait également être lié à la suppression de certaines zones cruciales pour les chimpanzés du futur parc national, zones qui n'ont donc pas été incluses dans cette étude. Malgré le déclin alarmant des chimpanzés, on a observé que certaines espèces indicatrices, comme le mangabey fuligineux et le céphalophe de Maxwell, présentaient des effectifs relativement importants (5 153 et 11 024 individus respectivement, et une densité de 2,41 et 5,15 individus/km²).

Le programme de biomonitoring du PKNP a été financé par Rainforest Trust.

9. Atténuation des conflits entre l'Homme et la faune sauvage

S'appuyant sur les progrès réalisés en 2024, la WCF, en collaboration avec la FDA, a poursuivi la mise en œuvre du projet d'atténuation des conflits Homme-faune sauvage tout au long de l'année 2025. Quatre sessions de formation à destination des agriculteurs ont été organisées dans le cadre du projet PROBIO de l'Union européenne : trois dans le nord-ouest du Libéria (à Kungbor, Fornor et Vaihun) et une dans le sud-est (à One Way). Deux formations supplémentaires ont été menées dans le sud-est (à Palama et Chewlue) dans le cadre du projet SUSTAIN de l'Union européenne.

Au total, 138 agriculteurs, dont 37 femmes, ont été formés grâce au projet PROBIO. Dans le cadre du projet SUSTAIN, 66 agriculteurs ont été formés, dont 31 femmes. Les sessions ont

permis aux participants d'acquérir des techniques pratiques de dissuasion de la faune sauvage, telles que l'utilisation de briques de poivre (qui exploitent l'aversion naturelle des animaux pour les substances épicées), d'épouvantails et de dispositifs sonores. Les formations ont également promu des pratiques agricoles durables. Cette approche combinée permet non seulement aux agriculteurs de protéger leurs cultures de manière autonome, mais soutient également la conservation de la faune locale, renforçant ainsi un modèle communautaire de coexistence entre agriculture et biodiversité.

À l'issue de chaque formation, les agriculteurs participants ont reçu des kits de démarrage et des supports de sensibilisation. Les kits individuels contenaient notamment des vuvuzelas, des sifflets, des boîtes de conserve, des chemises blanches, du piment séché et des lampes de poche. Chaque communauté a également reçu un kit collectif contenant des arrosoirs, du piment séché, des graines de piment et des gants. Grâce aux sessions PROBIO de 2025, le projet a dépassé son objectif initial de formation de 500 agriculteurs, atteignant un total de 521 personnes formées depuis son lancement en janvier 2024. Le projet SUSTAIN a également dépassé son objectif, formant 66 agriculteurs contre un objectif initial de 60.

Tout au long de l'année 2025, les huit chefs d'équipe ont continué à suivre les agriculteurs précédemment formés. Les retours d'information montrent que de nombreux agriculteurs appliquent activement les techniques et constatent des résultats positifs. Ce suivi est appuyé par des réunions entre les parties prenantes et les agriculteurs, qui offrent l'occasion de partager des expériences, de discuter des difficultés rencontrées et d'identifier les axes d'amélioration. Ces échanges permettent également d'évaluer l'impact global des méthodes de formation et d'atténuation. Cette année, des réunions avec les parties prenantes ont eu lieu à Timah et à Goyala.



Photo de groupe lors de la formation à la gestion des conflits entre l'Homme et la faune sauvage à Palama Town en novembre 2025 (à gauche) ; Fabrication de briques de poivre lors d'une formation à Kungbor (à droite) en février 2025.

10. Programme de volontaires communautaires

De janvier à mars 2025, la FDA et la WCF ont continué de suivre les 50 volontaires communautaires (vendeuses de viande de brousse) formées en 2024. Alors que 47 femmes (94 %), issues de 13 marchés de Monrovia et Paynesville, ont abandonné la vente de viande de brousse au profit d'activités légales et menaient régulièrement des actions de sensibilisation, trois femmes ont dû être exclues du programme pour non-respect de cette transition et non-abandon de la vente de viande de brousse, conformément à l'accord conclu avec la WCF et la FDA. En mai 2024, les 47 femmes ayant réussi leur transition ont été mises à l'honneur lors d'une cérémonie de certification. Grâce à ce nouveau groupe, le nombre de vendeuses de viande de brousse ayant réussi leur transition vers une activité légale grâce au programme de volontaires communautaires au Libéria depuis le lancement du programme en 2020 s'élève désormais à 344.

Le programme de volontaires communautaires est financé par l'Union européenne dans le cadre du projet PROBIO.



Anciennes vendeuses de viande de brousse avec leurs nouvelles entreprises légales.



Cérémonie de certification de 47 anciennes vendeuses de viande de brousse en mai 2025.

11. Ecotourisme

De janvier à décembre 2025, l'écologie de Sapo a accueilli 52 touristes. La plupart ont participé à des randonnées guidées dans le Parc National de Sapo ainsi qu'à des excursions en bateau sur le fleuve Sinoe, dans le respect des mesures de sécurité appropriées, notamment le port de gilets de sauvetage. L'écologie emploie actuellement 12 membres de la communauté locale, dont huit femmes, contribuant ainsi aux moyens de subsistance locaux et à l'égalité des sexes.

D'importants travaux d'infrastructure ont été réalisés en juin 2025, incluant la construction de trois chalets supplémentaires, d'une plateforme pour tentes, la modernisation du système solaire et l'agrandissement de la terrasse de restauration. Grâce à cet agrandissement, l'écologie peut désormais accueillir jusqu'à 30 touristes simultanément. En janvier 2025, un premier atelier a été organisé afin de soutenir la mise en place de structures communautaires pour la future cogestion de l'écologie de Sapo. Par ailleurs, en novembre 2025, l'écologie a lancé son site web officiel, offrant des informations complètes et améliorant l'efficacité et l'accessibilité du processus de réservation pour les clients potentiels.



Le Sapo Ecologie agrandi comprend désormais six chambres indépendantes, un nouveau système solaire, une plateforme de restauration agrandie et une plateforme supplémentaire pour les tentes.

En janvier 2025, 11 guides et gardes forestiers ont bénéficié d'une formation à l'identification des espèces et aux bonnes pratiques d'interaction avec les touristes. Cette formation a également contribué à l'élaboration d'un manuel à leur intention.

En avril 2025, le programme d'habituation d'un groupe de mangabeys fuligineux a débuté par un échange : une guide touristique du Parc National de Sapo s'est rendue au programme d'écotourisme de Taï, en Côte d'Ivoire. Durant sa visite, elle a suivi une formation intensive sur la localisation et le suivi des mangabeys fuligineux habitués au Parc National de Taï. L'échange s'est poursuivi en mai lorsqu'une guide touristique ivoirienne s'est rendue au Libéria pour former l'ensemble de l'équipe d'habituation de Sapo, composée de quatre membres de la communauté (dont deux femmes) et de deux gardes forestiers de la FDA.



Formation de guides touristiques de Sapo en janvier (à gauche) et équipe d'habituation des mangabeys fuligineux partant pour le début du programme en mai 2025 (à droite).

Tout au long de l'année, des missions d'habituation des mangabeys fuligineux ont été menées. L'équipe de terrain a collecté des données sur leurs vocalisations, leurs sites d'alimentation et leurs principales ressources alimentaires, comme les arbres fruitiers, les noix et les graines, tout en identifiant leurs caractéristiques de coloration. Le processus d'habituation s'est avéré complexe, notamment lors des fortes pluies et en raison de la présence de chimpanzés, qui a entraîné la disparition temporaire des mangabeys de la zone.

Cependant, des patrouilles récentes ont permis d'observer leur réapparition dans la même direction générale, signe de progrès modestes mais encourageants. Depuis le début des patrouilles, les efforts se sont concentrés sur les grilles 7 et 14, où l'équipe s'efforce d'identifier et de suivre un groupe spécifique de mangabeys fuligineux. Afin de faciliter ce travail, l'équipe a établi son camp de base plus près de la zone, au camp de Vera, ce qui permet une présence plus régulière et de meilleures conditions pour l'habituation.

Les activités d'écotourisme du Parc National de Sapo sont financées par l'Union européenne dans le cadre des projets SUSTAIN et NaturAfrica TGKS.

12. Moyens de subsistance et infrastructures durables

- ***Entreprise de Conservation des Femmes de Sapo***

La WCF et *Universal Outreach Foundation* (UOF) ont poursuivi leur collaboration avec l'Entreprise de Conservation des Femmes de Sapo (*Sapo Women Conservation Enterprise*, SWCE) afin de renforcer ses capacités, d'accroître son implication dans les activités d'écotourisme et de diversifier sa production. En février, la SWCE a reçu un tricycle pour faciliter l'achat de miel auprès des apiculteurs locaux et le transport de ses produits vers les marchés du comté de Sinoe. Ce véhicule contribue à consolider un marché fiable pour les producteurs locaux tout en renforçant les capacités de l'entreprise de conservation des femmes

de Sapo en matière de production de miel, d'agriculture et de développement d'entreprises respectueuses de l'environnement.

En juillet 2025, la SWCE a inauguré une salle polyvalente et une boulangerie neuve à Jalay Town. Ces installations, rendues possibles grâce aux efforts conjoints de l'UOF, de la WCF, du SCNL et de la FDA, offrent un espace dédié aux activités génératrices de revenus, telles que la production de pain, des cours de cuisine, la vente d'artisanat aux touristes du de l'écologie de Sapo et le développement de son programme apicole. Ces nouvelles infrastructures permettent aux femmes de la région de développer de petites entreprises, d'approvisionner les communautés voisines et de créer des moyens de subsistance durables pour les familles vivant dans et autour du Parc National de Sapo.

- ***Apiculture, Associations villageoises d'épargne et de crédit***

En juin 2025, les partenaires de WCF, UOF et le SCNL, ont dispensé une formation en apiculture avancée et en gestion d'associations villageoises d'épargne et de crédit à 100 agriculteurs et apiculteurs des environs des parcs nationaux de GKNP, SNP et PKNP. Ces initiatives visent à renforcer les compétences locales et à offrir des sources de revenus alternatives. Les participants devaient ensuite mettre en pratique leurs connaissances pour générer des revenus grâce à l'apiculture, tout en développant des compétences en gestion financière grâce au modèle d'associations villageoises d'épargne et de crédit.



Participants à la formation à Borlu, dans le Parc National proposé de Kwa, en juin 2025.

Les associations villageoises d'épargne et de crédit opérant dans les parcs de SNP, GKNP et PKNP ont affiché de solides performances financières, notamment en matière de mobilisation de l'épargne. Dans les trois aires, les associations villageoises d'épargne et de crédit ont continué de renforcer la confiance dans le modèle, comme en témoignent des contributions régulières et une accumulation constante des fonds sociaux. Les parcs de SNP et PKNP ont enregistré les contributions totales les plus élevées, dépassant chacune 280 000 LRD, ce qui indique une participation plus large et des groupes relativement établis. Le parc de GKNP, bien que de plus petite taille, a quant à lui fait preuve d'un comportement d'épargne stable et constant. Les contributions aux fonds sociaux, bien que modestes, ont été enregistrées dans toutes les communautés, soulignant le bon fonctionnement des filets de sécurité sociale mis en place par les associations villageoises d'épargne et de crédit, qui soutiennent leurs membres en cas d'urgence et renforcent la résilience des ménages. En combinant l'épargne totale et les fonds sociaux, SNP a enregistré l'épargne cumulée la plus élevée, suivie de près par PKNP, ce qui met en évidence la solidité financière croissante des associations villageoises d'épargne et de crédit et leur capacité à mobiliser des ressources internes sans dépendre de crédits externes. Les modalités d'accès aux prêts variaient selon les zones géographiques, PKNP enregistrant les taux de décaissement les plus élevés, suivi de SNP, ce qui témoigne d'une utilisation active des prêts

pour les activités génératrices de revenus, les petites entreprises et les investissements des ménages. Toutefois, le remboursement des prêts était inégal, avec des taux de remboursement plus élevés observés à SNP et PKNP qu'à GKNP. Ces disparités soulignent la nécessité de renforcer la gouvernance des prêts, le suivi des remboursements et le soutien à l'éducation financière, en particulier dans les communautés les plus défavorisées. Les résultats démontrent que les interventions des associations villageoises d'épargne et de crédit contribuent à l'inclusion financière, à la résilience des ménages et à des moyens de subsistance durables dans les trois zones géographiques.

- **Infrastructures**

En 2025, la WCF a soutenu la mise en œuvre d'un large éventail d'activités de développement social et d'infrastructures communautaires dans l'ensemble des aires protégées. Ces interventions comprenaient la construction de sept pompes manuelles, l'installation de systèmes d'éclairage solaire, des travaux de réhabilitation de routes, la rénovation de deux écoles, la construction d'une latrine, la rénovation de deux bâtiments de la FDA et l'agrandissement de l'écolodge de Sapo. Ensemble, ces investissements visent à améliorer l'accès aux services essentiels, à renforcer les infrastructures locales et à soutenir le bien-être des communautés ainsi que les efforts de conservation dans et autour des aires protégées.

En décembre 2025, la ville de Barwu, commune hôte du Parc National de Grebo-Krahn, a inauguré officiellement l'école publique de Barwu, rénovée et agrandie. L'école, réhabilitée par la WCF, comprend désormais six salles de classe meublées pouvant accueillir jusqu'à 240 élèves. Sept pompes manuelles ont été installées dans les communautés afin d'améliorer l'accès à l'eau potable, tandis que des systèmes d'énergie solaire ont été distribués aux écoles et aux communautés touchées à proximité des aires protégées, dont cinq installations dans des écoles et 16 dans les communautés environnantes. Pour assurer la traversée en toute sécurité de la rivière Sanquin dans la zone du Parc National proposé de Kwa, dans le comté de Sinoe, la WCF a répondu aux demandes urgentes de la communauté en finançant une pirogue Fanti à moteur hors-bord de 15 chevaux, qui a été remise à la communauté de Tarjuowon en juillet 2025 avec des gilets de sauvetage pour les passagers.



Nouvelle pompe manuelle construite à Chewlue, SNP (à gauche) et nouvelle pirogue pour le district de Tarjuowon/PKNP (au centre et à gauche), pour assurer la traversée en toute sécurité de la rivière Sanquin.

Les activités liées aux moyens de subsistance et aux infrastructures sont financées par *Rainforest Trust* et l'Union européenne dans le cadre des projets *SUSTAIN* et *NaturAfrica*.

13. Sensibilisation et éducation environnementale

Tout au long de l'année 2025, la WCF a poursuivi son soutien dans la mise en œuvre d'événements et d'activités de sensibilisation. Les volontaires communautaires (anciennes vendeuses de viande de brousse) dans certains marchés hotspots de viande de brousse du Libéria ont joué un rôle essentiel dans ces activités, en complément des efforts déployés par la FDA, les représentants locaux du Ministère de l'Intérieur, les écogardes communautaires et les autres membres de l'équipe WCF. Par exemple, la Journée mondiale de la vie sauvage a été célébrée en mars, la Journée nationale de plantation d'arbres en mai et la Journée mondiale de l'environnement en juin 2025.

En mai 2025, la WCF, en collaboration avec la FDA, a facilité la toute première campagne de sensibilisation théâtrale transfrontalière visant à renforcer les efforts de conservation des forêts dans le paysage forestier de Tai-Grebo-Krahn-Sapo, au Libéria et en Côte d'Ivoire. Mise en œuvre par les compagnies théâtrales ivoirienne et libérienne Alma Production et Eddie Theater Production, la pièce « *Pods of Despair* » a été jouée à Zwedru et dans 16 communes environnantes proches des parcs de GKNP, SNP et PKNP, touchant ainsi 3 817 personnes, dont un nombre important de cacaoculteurs migrants. La pièce illustre les graves conséquences environnementales et sociales des pratiques cacaoyères non durables importées de Côte d'Ivoire, notamment la déforestation massive, la destruction des habitats – en particulier celui des chimpanzés – et l'augmentation des conflits fonciers et sécuritaires. Les représentations ont promu l'agroforesterie comme alternative durable. En complément de cette action de sensibilisation, la WCF, en collaboration avec l'Union européenne, a organisé une réunion d'information avec des législateurs et des représentants gouvernementaux clés afin de les informer du règlement européen sur les produits exempts de déforestation.

S'appuyant sur cette première action de sensibilisation, une seconde tournée de théâtre a été organisée en décembre 2025, axée plus spécifiquement sur le problème croissant de la culture illégale du cacao autour des parcs de PKNP et GKNP, et des zones forestières adjacentes. Cette tournée s'est conclue à Zwedru. Au total, 1 805 personnes ont été touchées. Tout en continuant de mettre en lumière la dégradation de l'environnement, les conflits fonciers et les risques à long terme liés à l'expansion incontrôlée des cultures de cacao, cette seconde tournée a également introduit un volet supplémentaire : la projection d'un documentaire sur l'afflux de migrants burkinabè traversant la Côte d'Ivoire pour se réfugier au Libéria.

Contrairement à la campagne de mai, la tournée de décembre a utilisé le documentaire pour mieux expliquer l'importance de l'agroforesterie comme méthode de production de cacao recommandée, souligner les dangers du déboisement pour la culture du cacao et insister sur la nécessité d'une coordination renforcée entre les parties prenantes afin de prévenir de futures tensions.



Affiche de la tournée théâtrale au Libéria (à gauche) et spectateurs regardant la pièce à Ziah Town, dans le Parc National de Grebo-Krahn (à droite).

La WCF et ses partenaires, SCNL et *The Nature Compact*, en collaboration avec la FDA, continuent de soutenir 40 clubs de découverte de la faune sauvage dans les écoles situées autour des parcs nationaux de GFNP, PKNP, LPSMUR, FPPA, et CSPPA. En avril, du matériel pédagogique essentiel, conforme aux guides pédagogiques, a été distribué, et les animateurs continuent de percevoir leurs indemnités régulières. Chaque club compte 30 membres ; le programme sensibilise ainsi 1 200 élèves. En juin 2025, la WCF, SCNL et la FDA, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation, ont réactivé quatre clubs et en ont créé trois nouveaux dans les communautés riveraines du GKNP. Ces activités sont financées par *Rainforest Trust* et l'Union européenne.



Clubs de protection de la faune à Kumah Town, PKNP (à gauche) et à Freetown (à droite), GKNP.

Outre les émissions de sensibilisation hebdomadaires diffusées sur Radio D3, cinq programmes radiophoniques ont été programmés sur les stations locales en 2025. Ces émissions visaient à sensibiliser le public à la culture non réglementée du cacao, ainsi qu'à la tournée théâtrale transfrontalière organisée dans les parcs de GKNP, SNP et PKNP. L'une d'elles a également mis en lumière le congrès national des apiculteurs et les interventions de la WCF dans le bloc forestier du sud-est, ainsi que d'autres activités menées par la WCF.

En mars 2025, la WCF, en partenariat avec la FDA, SCNL et UOF, a officiellement lancé le projet « SUSTAIN – Conservation des forêts dans le sud-est du Libéria » au siège du Parc National de Sapo, à Jalay Town. Lors de ce lancement, des acteurs clés des comtés de River Gee, Grand Gedeh et Sinoe se sont joints aux représentants de la FDA et de la WCF, ainsi qu'à l'ambassadeur de l'Union européenne au Libéria. Ce dernier a souligné l'importance de l'appropriation communautaire, exhortant les habitants à prendre leurs responsabilités pour la sauvegarde de leur patrimoine naturel. L'événement a permis de sensibiliser un large public aux niveaux local et national.



La Directrice Générale Adjointe de la FDA pour la Communauté, la Conservation et le Carbone, l'honorable Nora G. Bowier, l'Ambassadrice de l'Union européenne au Libéria, Nona Deprez, et la Directrice pays de la WCF, la Dr. Annika Hillers, lancent le projet SUSTAIN, financé par l'Union européenne, au Parc National de Sapo.

En mai 2025, la WCF et la FDA ont repris le dialogue avec le nouveau groupe de parlementaires concernant la création du Parc National de Kwa. Le processus de création avait été suspendu par la FDA en 2024, mais il a finalement repris avec le soutien de sa direction.

En novembre 2025, la WCF a organisé un atelier multipartite de deux jours consacrés à la lutte contre la déforestation liée à la culture du cacao. Cet atelier a réuni des institutions nationales clés, dont la FDA, les forces de sécurité, les ministères concernés, les organismes régionaux, les partenaires au développement et les organisations de la société civile. Sous le thème « Élaborer une feuille de route pour un développement inclusif et sans déforestation dans le sud-est du Libéria », les participants ont examiné les défis posés par la déforestation incontrôlée, la culture du cacao par les populations migrantes et les implications du règlement européen sur les produits exempts de déforestation. Les discussions ont mis en lumière les risques environnementaux, économiques et de sécurité nationale associés à la poursuite de la déforestation. L'atelier s'est conclu par l'élaboration d'une feuille de route commune définissant des points d'action à court, moyen et long terme, ainsi que par un engagement collectif à renforcer la collaboration pour relever les défis liés au cacao et aux migrations dans le sud-est du Libéria.



Atelier sur la lutte contre la déforestation liée à la culture du cacao.

14. Renforcement des capacités

Outre les sessions de formation mentionnées précédemment, qui ont permis d'améliorer les compétences et les connaissances des membres de la communauté, du personnel de la FDA, de la WCF et d'autres partenaires de conservation, plusieurs autres formations importantes ont été organisées en 2025 afin de renforcer les efforts de conservation dans le sud-est du Libéria.

En février 2025, le WCF, en collaboration avec la FDA, a dispensé une formation intensive à une nouvelle promotion d'auxiliaires des forces de l'ordre à Jalay Town, siège du SNP. Cette formation visait à développer les capacités locales d'application de la loi et à consolider les efforts de protection à l'intérieur et autour du parc. Les participants ont été formés à un large éventail de compétences clés, notamment la navigation GPS et à la boussole, les outils de collecte de données sur smartphone, les premiers secours, les principes des droits humains, ainsi que la planification, l'exécution et le compte rendu des patrouilles. Ils ont acquis une compréhension approfondie des défis auxquels est confronté le SNP, en particulier l'orpillage illégal et le braconnage. À l'issue de la formation, 20 participants les plus performants ont été sélectionnés pour intégrer le programme d'auxiliaires de la FDA. Selon le chef des gardes-forestiers, John Smith, cette initiative représente une avancée significative pour le renforcement des capacités des forces de l'ordre et la garantie de la protection à long terme de la biodiversité du Libéria.



Formation des auxiliaires des forces de l'ordre de la FDA à Jalay Town en février 2025.

En 2025, plusieurs sessions de formation d'écogardes communautaires ont été organisées dans les aires protégées clés du Libéria afin de renforcer les capacités locales en matière de conservation et de suivi de terrain. Deux sessions ont eu lieu à Plandialebo (PKNP) et à Jalay Town (SNP), formant respectivement 34 participants (dont six femmes) et 48 participants (dont cinq femmes). Ces sessions visaient à doter les écogardes communautaires des compétences nécessaires à des patrouilles efficaces et à un suivi de la conservation optimal. Par ailleurs, une session de formation à la qualité des données s'est tenue à Zwedru, où 20 agents de terrain (dont sept femmes) ont été formés aux méthodes permettant d'améliorer la précision et la cohérence de la collecte et du traitement des données, un élément essentiel d'une gestion efficace de la conservation.

En novembre 2025, dans le cadre du projet NaturAfrica financé par l'Union européenne, la WCF a organisé son deuxième échange transfrontalier de l'année entre des communautés de Côte d'Ivoire et du Libéria. Cet échange visait à renforcer la collaboration au sein du paysage forestier du Tai-Grebo-Krahn-Sapo et à promouvoir des moyens de subsistance durables et respectueux de l'environnement. Dix femmes, cinq de chaque pays, ont été sélectionnées pour partager leurs compétences et apprendre les unes des autres dans des domaines tels que la fabrication de foyers améliorés, l'apiculture, l'agroécologie et l'extraction d'huiles végétales locales, notamment l'huile de makoré. Pendant dix jours, le groupe a visité des communautés de part et d'autre de la frontière, découvrant des techniques locales comme la production de beurre de makoré en Côte d'Ivoire, visitant des champs et des ruches au Libéria et construisant deux types de foyers améliorés. Après avoir testé les deux modèles, les participantes ont unanimement préféré le foyer amélioré ivoirien pour sa facilité de construction et son prix abordable.

En juillet 2025, une formation de dix jours a été organisée à l'Institut de formation forestière pour 30 écogardes communautaires. Cette formation s'est conclue par une cérémonie de remise de certificats. Le programme a réuni des écogardes des principales aires protégées, notamment GFNP, GKNP et PKNP, CSPPA. Les participants ont acquis des compétences pratiques en matière de patrouilles forestières assistées par drones, de botanique et de dendrologie, de changements climatiques et forêts, de conservation de la biodiversité et de la faune sauvage, de gestion des aires protégées, de création de pépinières, de gouvernance forestière et d'écotourisme. La formation comprenait une visite de terrain au *Wakolor Forest and Jungle Lodge*, à Robertsport, afin d'observer l'écotourisme. Des représentants de haut niveau de la FDA, de la WCF, de *The Nature Compact* et de l'Institut de formation forestière ont assisté à la cérémonie de remise des certificats. Tous ont félicité les écogardes pour leur dévouement et les ont encouragés à poursuivre leur rôle d'ambassadeurs de la conservation au sein de leurs communautés.



Les écogardes reçoivent leur certificat à l'Institut de formation forestière (à gauche), participants au programme de formation intensif de 10 jours (à droite).

15. Remerciements

L'équipe de WCF Liberia remercie ses partenaires libériens, notamment l'Autorité de Développement Forestier (FDA), qui l'a accompagnée dans la mise en œuvre de tous ses projets. Nous tenons également à remercier, parmi nos autres partenaires libériens avec lesquels nous avons mené à bien des projets, et que nous souhaitons remercier (liste non exhaustive) : l'Institut de formation forestière, l'Agence de Protection de l'Environnement, le Ministère de l'Intérieur (en particulier les surintendants des comtés de Grand Gedeh, River Gee, Sinoe et Rivercess), l'Autorité foncière du Liberia, le Ministère de l'Information, des Affaires culturelles et du Tourisme, le Ministère de la Justice, la Société pour la Conservation de la Nature du Liberia, la Société Royale pour la Protection des Oiseaux, le sanctuaire de faune sauvage de Libassa, *The Nature Compact* et la Fondation Universal Outreach (UOF).

Nous remercions également nos donateurs pour leur soutien financier en 2025, sans lequel aucun de nos projets n'aurait été possible : l'Union européenne, *Rainforest Trust*, *Rainforest Rescue* et *Elephant Crisis Fund*.



Wild Chimpanzee Foundation®

Wild Chimpanzee Foundation

Représentation guinéenne

BP 1487P, Conakry

République de Guinée

Tel: + 224 621 14 18 81

Email: guinea@wildchimps.org

Web: www.wildchimps.org

Email: wcf@wildchimps.org

Rapport Annuel 2025 - WCF Guinée



Conakry, Guinée

Février 2026

Table des matières

1. Résumé _____	4
2. Mission de la WCF et indicateurs clés du pays et leur évolution _____	4
3. Superficie protégée et son évolution _____	5
4. Population de chimpanzés et leur évolution dans les zones étudiées dans le pays _____	5
5. Réalisation des objectifs 2025 WCF en Guinée _____	5
6. Activités 2025 en Guinée _____	4
7. Les développements en matière de gestion _____	18
8. Perspectives 2026 pour le pays _____	18
8.1. Objectifs de la direction du pays pour 2026 _____	18
8.2. Défis _____	19
9. Remerciements _____	19

Acronymes

AGEE	Agence Guinéenne d'Évaluations Environnementales
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
AVCD	Association Villageoise de Conservation et du Développement
CCC	Centre de Conservation pour Chimpanzés
COFIL	Comité de pilotage
DGCL	Direction Générale de Collectivités
DPN	Direction des Parcs Nationaux du Sénégal
EIES	Etude d'Impacts Environnemental et Social
GIE	Groupements d'Intérêt Economique
IC	Intervalle de Confiance
IMET	Integrated Measurement Effectiveness Tool
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
NPAA	National Protected Area Authority, Sierra Leone
OGPNRF	Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune
OKA	Le nom mandingue de la Haute-Guinée, symbolise « La Vie » ; aussi « Karité »
PDL	Plan de Développement Local
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGTV	Plan de Gestion de Terroirs Villageois
PMR	Plan de Maintien de Revenus
PN Badiar	Parc National proposé de Badiar
PN PSS	Parc National proposé de Pinselli-Soyah-Sabouyah
PSS	Pinselli-Soyah-Sabouyah
RNA	Régénération Naturelle Assistée
SECR	Spatially Explicit Capture-Recapture / <i>Capture-Recapture spatialement explicites</i>
UE	Union Européenne
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
WCF	Wild Chimpanzee Foundation
WCS	Winning Consortium Simandou

1. Résumé

En Guinée, l'année 2025 a été une année électorale. Ces élections prévues le 28 décembre 2025 se sont déroulées sans perturbations majeures visibles. Un autre fait marquant, c'est le lancement du premier train d'exportation des minerais de fer le 11 novembre 2025.

L'année 2025 a été caractérisée par la poursuite des activités opérationnelles dans les paysages de Badiar et de Pinselli-Soyah-Sabouyah (PSS). Ces initiatives incluent la réalisation de patrouilles de surveillance mensuelles pour renforcer l'application de la loi, la conduite d'inventaires de la faune sauvage, la mise en œuvre de programmes de gestion des feux de forêt et de régénération naturelle. Parallèlement, des sessions de formation ont été dispensées aux agents de l'État afin d'optimiser leur présence et leur efficacité sur le terrain.

Les communautés locales ont bénéficié d'un soutien grâce à des projets de subsistance tels que le maraîchage, l'agroforesterie, l'apiculture, la production de beurre de karité, la pisciculture, l'élevage pastoral et la fabrication de foyers de cuisson améliorés. En 2025, WCF a facilité des activités de sensibilisation et d'éducation par le biais de cercles d'écoute, de projections de films itinérantes, de représentations théâtrales et du programme d'éducation environnementale *Club P.A.N.* pour les écoles primaires dans le Parc National proposé de Badiar et le Parc National proposé de Pinselli-Soyah-Sabouyah.

La composante Trafic a consolidé son appui logistique et technique à la Brigade nationale de lutte contre la criminalité faunique et floristique. Cet appui a augmenté significativement la mobilité des équipes régionales et préfectorales. Les patrouilles et les opérations mensuelles sont de plus en plus efficaces dans les zones prioritaires du projet NaturaGuinée, financé par l'Union Européenne, générant des résultats dissuasifs.

Les projets de construction du sanctuaire multi-espèces en Guinée et de rénovation du Jardin botanique de Camayenne à Conakry ont achevé leur phase de conception et de validation des plans de réhabilitation et de construction. Deux chantiers de construction sont actuellement en cours. Le Centre de Conservation pour Chimpanzés a rattrapé son retard en lançant, lors de l'année 2025, les travaux majeurs d'agrandissement de ses dortoirs et enclos. Le Jardin botanique de Camayenne a initié ses premiers travaux de réhabilitation de ce site emblématique au cœur de Conakry fin 2025, avec une inauguration prévue pour le premier semestre 2026.

Concernant le sanctuaire multi-espèces, le retard initial était dû à la validation préalable de la notice d'impact et du plan de construction par le ministère de l'Environnement et du Développement durable. Toutes les validations nécessaires ont été obtenues par la WCF au deuxième semestre 2025, permettant le démarrage des travaux de construction majeurs dès le premier trimestre 2026.

2. Mission de la WCF et indicateurs clés du pays et leur évolution

La mission de la *Wild Chimpanzee Foundation* est d'améliorer la survie des populations restantes de chimpanzés sauvages et de leur habitat, afin de contribuer à la préservation de la diversité comportementale de cette espèce fascinante.

En Guinée, la WCF est structurée en 5 composantes et travaille en étroite synergie avec plusieurs instances gouvernementales. Cela inclut le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), désigné comme ministère de tutelle, le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime, et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. L'action opérationnelle de ces ministères est déployée par leurs directions techniques déconcentrées.

Les entités partenaires au niveau opérationnel comprennent l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune (OGPNRF), l'Agence Guinéenne des Évaluations Environnementales (AGEE), la Brigade nationale de lutte contre la criminalité faunique et floristique, et les directions préfectorales des ministères susmentionnés. À ces acteurs s'associent également l'Agence Nationale des Collectivités (ANAFIC), la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) ainsi que les communes rurales qui sont dans les paysages Badiar et Pinselli-Soyah-Sabouyah.

3. Superficie protégée et son évolution

À la suite de la création du Parc National de Moyen-Bafing en mai 2021 par décret présidentiel, la WCF a reçu le mandat de conduire le processus de création de deux parcs nationaux.

En 2025, la WCF a poursuivi ses interventions dans le paysage du Pinselli-Soyah-Sabouyah (PSS) et la Réserve de Biosphère de Badiar. Suite à la révision et validation officielle des limites du Parc National proposé du Pinselli-Soyah-Sabouyah en janvier 2024, la WCF opère désormais sur une superficie cumulée de 7 979 km² (soit 3 156 km² pour le PSS, et 4 843 km² pour la Réserve de Biosphère de Badiar). Ces zones bénéficient d'un statut de protection et de gestion durable, avec le soutien de l'Union européenne NaturaGuinée.

4. Population de chimpanzés et leur évolution dans les zones étudiées dans le pays

L'année 2025 a été caractérisée par la poursuite des activités opérationnelles dans les paysages de Badiar et de PSS. Ces initiatives incluent la réalisation de patrouilles de surveillance mensuelles pour renforcer l'application de la loi, la conduite d'inventaires de la faune sauvage, la mise en œuvre de programmes de gestion des feux de forêt et de reboisement. Le tableau 1 illustre le nombre d'observations et les taux de rencontre ainsi que le pourcentage des transects ayant au moins une observation de chimpanzés durant les inventaires de 2022 à 2025.

Tableau 1. Nombre d'observation, taux de rencontre et pourcentage de transects ayant au moins une observation de chimpanzés en fonction de phase d'inventaire

Phase	Nombre d'observations	Taux de rencontre total	Pourcentage de transects avec au moins une observation de chimpanzés
1 - 2022	389	2,44	35.6%
2 - 2023	316	1,98	27.6%
3 - 2024	276	1,70	28.0%
4 - 2025	451	2,80	31.7%

La 4^{ème} phase d'analyse estime à 2 185 chimpanzés, la population du Parc National proposé du Pinselli-Soyah-Sabouyah (IC : 1 320–3 615), avec une densité provisoire de 0,72 ind./km² dans la zone tampon de 15 km (résultats provisoires au moment de l'élaboration du rapport).

5. Réalisation des objectifs 2025 WCF en Guinée

➤ **Augmenter la surface et le statut de conservation des sites qui hébergent encore des populations de chimpanzés :** Cette année, la WCF et l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune a initié une relecture du projet de décret de création du Parc National de Pinselli-Soyah-Soubayah par l'ensemble des conseiller juridique du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable avant l'étape de la signature. Quatre cadres de concertations sont déjà réalisés et les communautés locales ont été impliquées à chaque étape du processus, suivant les principes de consentement libre informé préalable.

Du côté de Badiar, le processus d'élaboration du décret va démarrer en 2026. Pour cette année 2025, la surface totale sous la régénération naturelle est de 340 ha dont 122 ha dans la zone de Badiar et 218 ha dans la zone du PSS.

- **Développer une économie verte tenant compte du genre autour des zones de haute valeur de conservation afin que les communautés locales bénéficient des revenus durables dans un contexte de changement climatique :** Un programme d'économie verte est mis en place dans et autour du PSS et Badiar. A ce jour, la WCF a poursuivi les accompagnements des communautés locales dans les pratiques agricoles afin d'améliorer leurs moyens de subsistance, six principales activités ont démarré. Il s'agit du maraîchage, l'agriculture pluviale, l'apiculture, la pisciculture, le pastoralisme et les foyers améliorés.
- **Améliorer la gouvernance des territoires communautaires pour renforcer la connectivité des habitats et réduire des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles et des espaces :** La WCF ancre sa démarche de gestion durable des ressources naturelles et de développement économique dans une stratégie de gouvernance territoriale. Celle-ci repose sur l'accompagnement de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) pour élaborer les Plans de Développement Locaux (PDL) intégrant les dimensions environnementales et socio-économiques. Le processus d'élaboration des PDL a été finalisé dans les six communes rurales du PSS et des discussions sont en cours pour un possible cofinancement avec l'Agence Nationale de Financement de Collectivités dans la zone de Badiar. Des discussions continuent sur la production des plans de gestions de terroirs villageois dans la zone du PSS.

6. Activités 2025 en Guinée

➤ Efforts de protection des habitats et la mise en œuvre

La WCF, en collaboration avec l'OGPNRF, a intensifié les patrouilles de surveillance. Entre mars et novembre 2025, 35 conservateurs de l'OGPNRF, appuyés par la WCF, ont effectué 30 patrouilles, couvrant une distance totale de 5 274 km. Ces efforts ont permis une couverture de 96 % des aires centrales et de 96 % du Parc National proposé de Badiar totale, avec un accent particulier sur le renforcement de l'application de la loi.

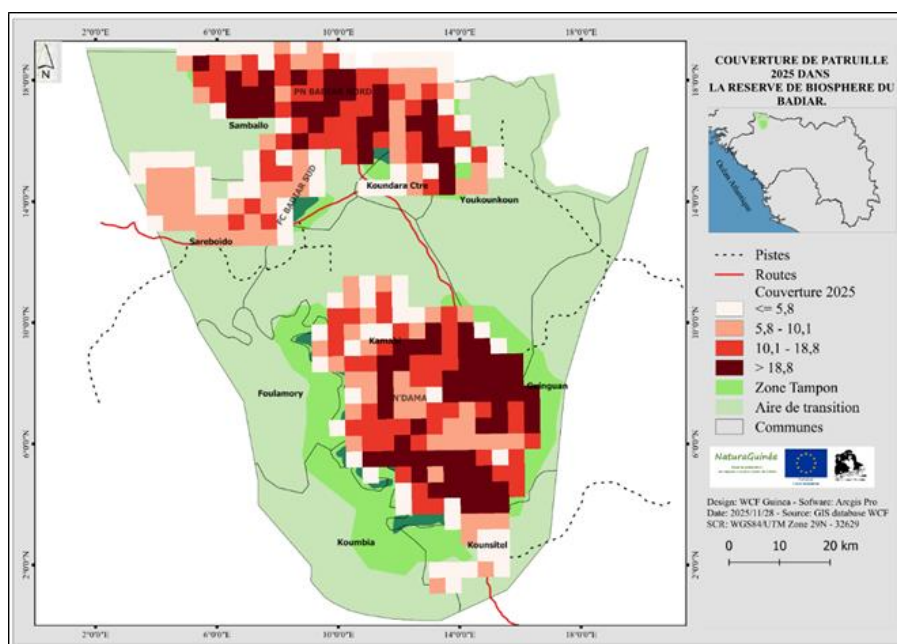


Figure 1. Couverture de patrouilles dans la zone de Badiar.

Pour le paysage du PSS, 99 patrouilles de surveillance ont été menées entre janvier et octobre 2025, soit une moyenne de neuf patrouilles par mois. Ces opérations ont couvert 8 835,26 km, représentant 96,13 % de la superficie du Parc National proposé de Pinselli-Soyah-Sabouyah. Ces patrouilles ont été cofinancées par les projets UN NaturaGuinée, Rainforest Trust et Rio Tinto. Les équipes d'exécution étaient composées d'un responsable SMART, de 65 WCF écogardes communautaires, de 12 conservateurs de l'OGPNRF et de 12 agents des cantonnements/sections Eaux et Forêts.

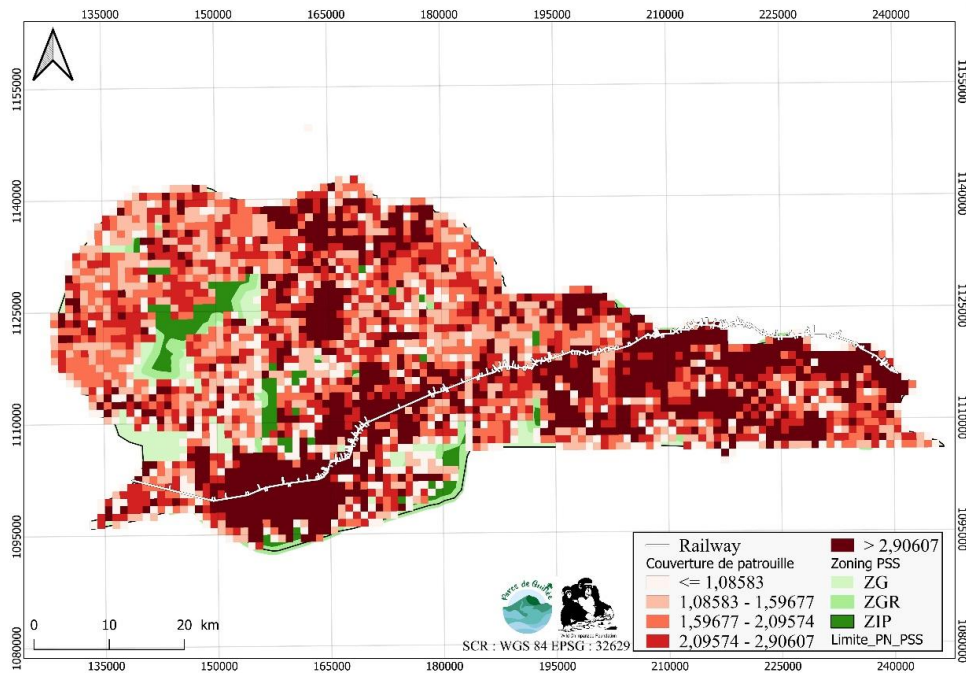


Figure 1. Couverture de patrouilles dans la zone du Pinselli-Soyah-Sabouyah.

En complément des patrouilles, les paysages Pinselli-Soyah-Sabouyah ont établi 54,7 km de pare-feu d'une largeur d'environ 20 mètres aménagés, principalement autour des zones à haute valeur de conservation, notamment la zone des éléphants de forêt à Sabouyah (travaux débutés en janvier). Ces travaux ont mobilisé 387 prestataires, dont 139 femmes. Grâce à l'équipement fourni en décembre 2024 (pistolets électroniques, pulvérisateurs et produits "dead fire"), les communautés locales et les écogardes ont réussi à maîtriser 17 feux dans le PSS.

Cependant, dans le paysage Badiar, la première campagne annuelle de gestion des feux de forêt dans la Réserve de Biosphère du Badiar a débuté en janvier 2025. La WCF a mis en œuvre un programme avec des mises à feu précoces dans les savanes herbacées et l'établissement de pare-feu autour des trois aires centrales. Cette initiative a mobilisé 390 membres de 10 communautés (dont 120 femmes), permettant la création de 68,5 km de pare-feu de 20 mètres de large autour des trois aires centrales pour la saison 2024-2025.

Ces efforts ont contribué à la protection de 96,46 % des forêts galeries et 98,53 % des forêts claires au sein du PSS et 94,07% des forêts galeries et 71,59% des forêts claires au sein de la Réserve de Biosphère du Badiar durant cette saison.

➤ **Biomonitoring**

Au Badiar, des caméras pièges opportunistes ont été installées et désinstallées. L'analyse des vidéos combinée aux résultats des patrouilles de surveillance mettent en évidence une diversité d'espèces présentes dans la réserve.

Dans le paysage de Badiar, au total, 97 taxons ont été recensés entre octobre 2024 et février 2025, répartis principalement entre oiseaux, mammifères et reptiles, reflétant une diversité faunistique considérable. La classe des oiseaux s'avère la plus diversifiée avec 93 espèces identifiées. Parmi elles, la pintade de Numidie (*Numida meleagris*) et le francolin d'Ahanta (*Pternistis ahantensis*) se distinguent par des abondances élevées (respectivement 1 703 et 174 observations). Chez les mammifères (73 espèces), le singe vert (*Chlorocebus sabaeus*) domine largement avec 4 973 individus détectés, suivi du babouin de Guinée (*Papio papio*, 2 014 observations) et du guib harnaché (*Tragelaphus scriptus*, 986 individus). Dix espèces menacées ou quasi menacées selon la liste rouge de l'UICN ont également été observées, telles que le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest (*Pan troglodytes verus*, statut CR¹), le léopard (*Panthera pardus*, VU²), le lion (*Panthera leo*, VU), le chat doré (*Caracal aurata*, VU), le bucorve d'Abyssinie (*Bucorvus abyssinicus*, VU), le babouin de Guinée (*Papio papio*, NT³), la mone de Campbell (*Cercopithecus campbelli*, NT) ou encore la genette de Johnston (*Genetta johnstoni*, NT). D'autres espèces comme le patas (*Erythrocebus patas*) et le céphalophe à dos jaune (*Cephalophus silvicultor*) présentent également un statut préoccupant (NT).

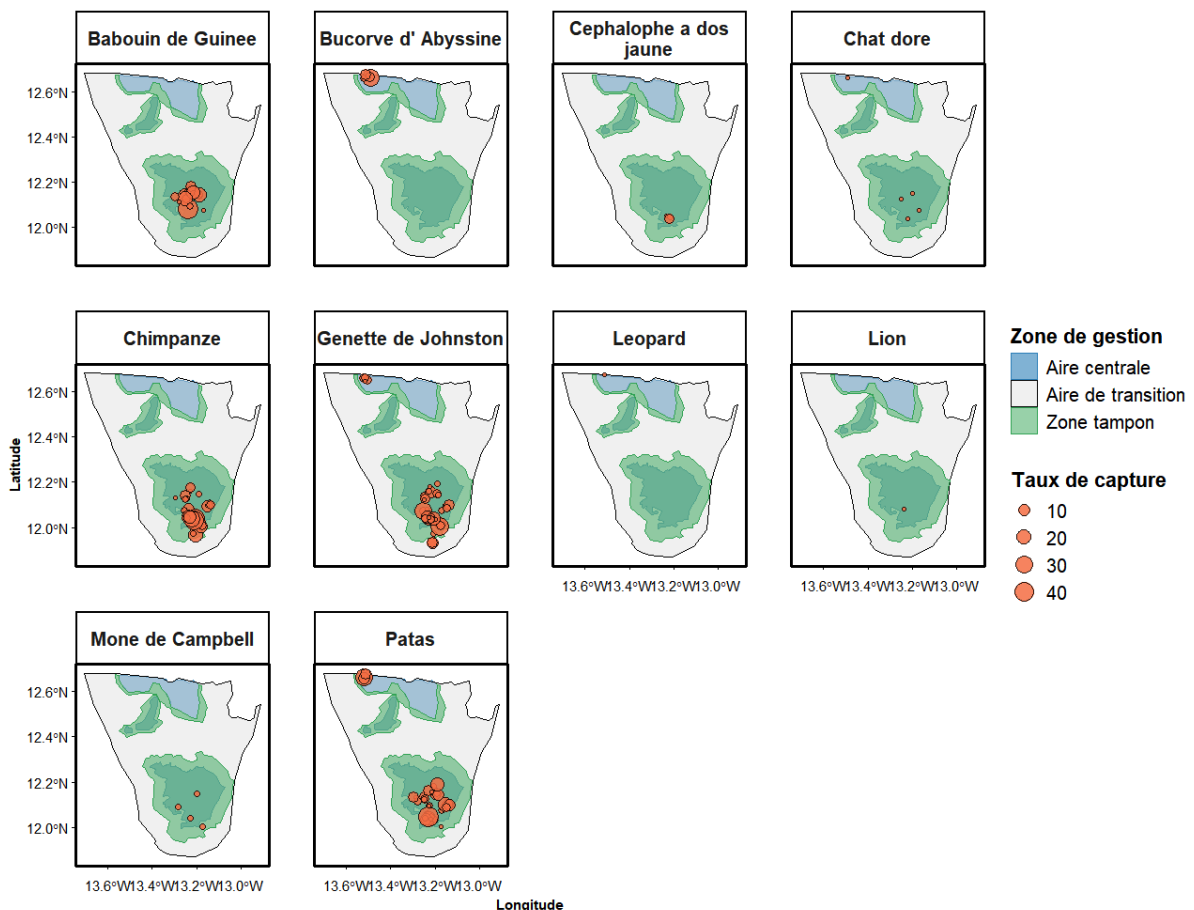


Figure 2. Résultats d'analyses du taux de capture de la faune dans la zone de Badiar.

¹ Espèce en danger critique

² Espèce vulnérable

³ Espèce quasi menacée

Les inventaires réalisés par transect ainsi que les vidéos des caméras ont permis d'identifier un total de 102 espèces de faune sur l'ensemble du Parc National proposé de Pinselli-Soyah-Sabouyah lors des quatre phases. Parmi elles, on compte 41 espèces d'avifaune et huit espèces de reptiles. Concernant les mammifères, 18 figurent sur la liste rouge des espèces menacées de l'UICN. Deux sont en danger critique d'extinction : le chimpanzé d'Afrique de l'Ouest (*Pan troglodytes verus*) et l'éléphant de forêt (*Loxodonta cyclotis*). Trois autres sont en danger d'extinction, à savoir le colobe noir et blanc (*Colobus polykomos*), le pangolin à écailles réduites (*Phataginus tricuspis*) et le leopard (*Panthera pardus*). Quatre espèces sont classées vulnérables : le cercocèbe fuligineux (*Cercocebus atys*), le chat doré (*Profelis aurata*), le lion (*Panthera leo*) et l'hippopotame (*Hippopotamus amphibius*). Enfin, dix espèces sont considérées quasi-menacées, parmi lesquelles la mone de Campbell (*Cercopithecus campbelli*), le babouin de Guinée (*Papio papio*), le patas (*Erythrocebus patas*), le cercopithèque blanc-nez (*Cercopithecus petaurista*), celui à dos jaune (*Cephalophus silvicultor*), celui à dos noir (*Cephalophus dorsalis dorsalis*), le buffle nain (*Syncerus caffer nanus*), le cobe de Defassa (*Kobus ellipsiprymnus defassa*), la loutre à joues blanches (*Aonyx capensis capensis*) et la genette de Johnston (*Genetta johnstoni*).

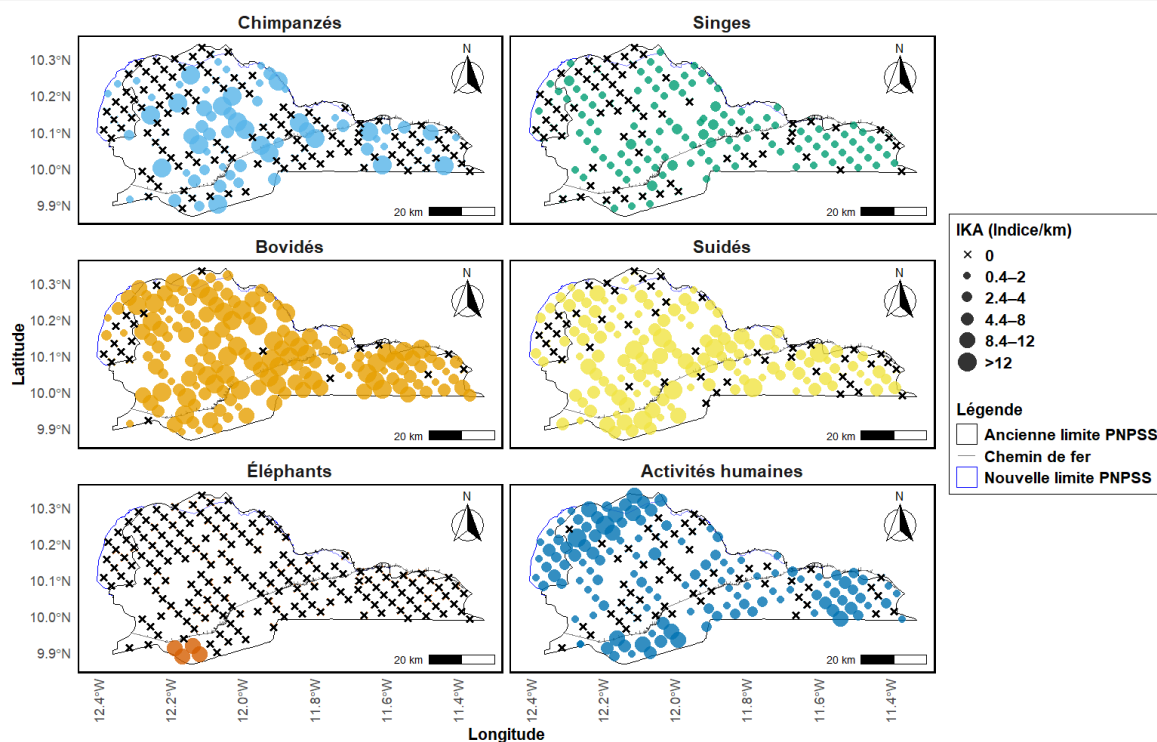


Figure 3. Indice kilométriques d'abondance de la faune dans le Parc National proposé de Pinselli-Soyah-Sabouyah.

Les analyses des vidéos d'éléphants ont nettement progressé et les individus d'éléphants sont estimés à ce jour à 114. Il convient de rappeler que cette population d'éléphants de forêt est en danger critique d'extinction. Ces informations démontrent l'importance du paysage de PSS comme hotspot de biodiversité à préserver et à protéger.



Images d'un groupe d'éléphants dans la forêt de Sabouyah en 2025.

➤ ***Surveillance de l'impact de la construction ferroviaire sur la faune et les habitats***

Cette année, la WCF, en collaboration avec l'OGPNRF et l'AGEE, a mené six missions : quatre pour contrôler la conformité des mesures relatives aux travaux de construction ferroviaire et deux pour évaluer les mesures correctives sur les sites de défrichement non déclarés. Les quatre premières missions ont documenté le défrichement non planifié de 23,74 ha de terrain et identifié 70 sites de pollution (déversements de ciment, déchets ménagers, matériaux abandonnés) et 27 cours d'eau impactés. Les deux dernières missions ont constaté que 68 % des sites de défrichement non déclarés comme ayant été corrigés ne présentaient aucun signe de réhabilitation efficace ; 73 % des sites pollués ont fait l'objet d'un nettoyage partiel ou complet ; et 56 % des cours d'eau impactés ont montré des signes de restauration et ont retrouvé leur état fonctionnel.

En novembre 2025, la WCF a installé 104 cameras aux passages fauniques afin de documenter la connectivité entre les massifs forestiers nord et sud le long de la voie ferrée et de déterminer si les animaux traversent la voie et si la connectivité écologique est maintenue. 27 cameras ont été installés autour de 10 ponceaux et 77 autres autour de 17 ponts. L'opération de maintenance, consistant à récupérer les cartes SD et à changer les piles, est prévue pour janvier 2026.

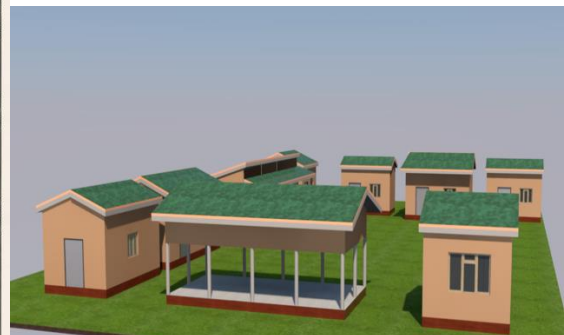
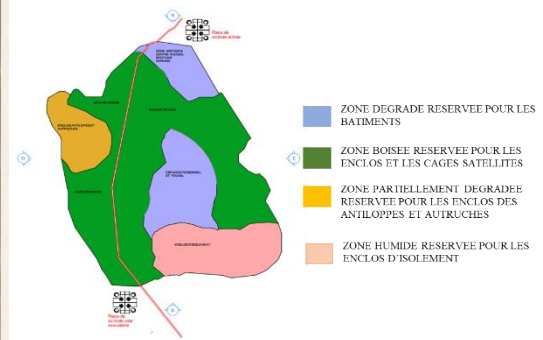
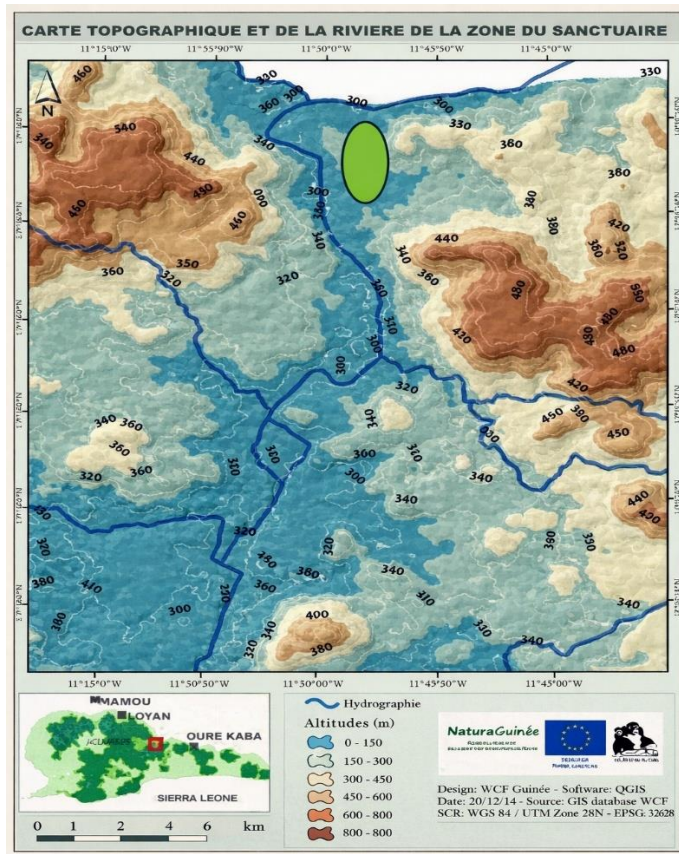
➤ ***Lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages***

Cette année, de mars à novembre 2025, la Brigade nationale de lutte contre la criminalité liée à la faune et à la flore sauvages, avec le soutien technique et logistique du WCF, a organisé quatre patrouilles et une opération, ainsi que 20 enquêtes dans cinq régions du pays (Koundara, Mamou, Boké, Kindia et Conakry). Ces actions ont été menées par 46 officiers de la Brigade, issus de l'unité centrale et des unités régionales déployées dans les différentes régions concernées. Au cours de ces opérations, 31 suspects ont été arrêtés, dont 21 ont été déférés devant les tribunaux compétents. Par ailleurs, 855 unités de bois ont été saisies, ainsi que 13 tronçonneuses, 41 animaux vivants (oiseaux et mammifères), 32 carcasses d'animaux, des camions et des motos. Au total, 17 condamnations ont été prononcées à la suite de ces arrestations. De plus, deux avocats de la WCF ont participé à deux ateliers en mai et juin 2025 sur la modification et la validation des codes (Faune sauvage, Forêts, projet de code des aires protégées, Eau, Assainissement) et de leurs 12 textes d'application.

➤ ***Jardin botanique de Camayenne, Centre de Conservation des Chimpanzés et sanctuaire multi-espèces***

Au-delà des activités susmentionnées, la WCF accompagne le MEDD pour aménager le jardin botanique de Camayenne, l'amélioration de services vétérinaires et des conditions d'hébergements du Centre pour la Conservation de Chimpanzés (CCC) ainsi que la construction d'un sanctuaire multi-espèces.

A ce jour, les plans de construction pour les trois sites sont validés par le MEDD. Les travaux de rénovation ont démarré au jardin botanique et continuent au CCC. Cependant, au nouveau sanctuaire multi-espèce, le système d'eau et les latrines sont construits et la piste principale a été délocalisée après une validation de la notice d'impact par l'agence guinéenne d'évaluation environnementale.



Localisation et plan de construction du sanctuaire multi-espèces.

➤ *Activités d'économies vertes (socio-économie) avec les populations locales*

Appuis au développement durable des communautés locales des aires protégées se place au centre de la stratégie de conservation des ressources naturelles dans les deux paysages prioritaires, à savoir le Badiar et le PSS.

- *Renforcement des structures communautaires et développement des filières*

En 2025, la WCF a poursuivi son action de structuration et de soutien aux communautés locales en vue de renforcer les pratiques agricoles (maraîchage, agroforesterie, apiculture) et la production de beurre de karité. Cela visait à améliorer la productivité, la qualité des produits et à promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement.

Dans la Réserve de Biosphère de Badiar, 29 groupements d'intérêt économique (GIE) ont été créés dans 12 villages, mobilisant 743 membres, dont 386 femmes.



Présentation des documents statutaires d'un groupement d'intérêt économiques présidé par une femme à Badiar.

En même temps, dans le paysage PSS, le projet a appuyé 33 associations villageoises de conservation et de développement (AVCD), incluant 25 structures préexistantes depuis 2024, rassemblant 1 211 membres (dont 604 femmes), pour le développement des chaînes de valeur.

- *L'agroécologie*

Formation et distribution d'outils agricoles, ainsi que l'ouverture de parcelles/champs communautaires pour 20 GIEs agricoles (577 membres, dont 269 femmes). Des intrants essentiels, tels que 1 200 kg de semences de riz, 1 500 kg d'arachides et 125 kg de maïs, ont été fournis aux ménages producteurs de la zone du Badiar. Cependant, les récoltes des champs sont en cours lors de la rédaction de ce rapport.

Simultanément, 20 GIE agricoles de la zone du Badiar ont reçu une formation sur les pratiques agroécologiques (abattis paillis, association des cultures, utilisation des biopesticides, fongicides, insecticides, les cordons pierreux) qui a regroupé 577 productrices et producteurs. 100 machettes, 100 pioches, 100 râpeaux, 100 pelles, 100 bâches et 200 houes ont été distribués en avril 2025.



Formation et dotation d'outils et matériels agricoles (en haut à gauche), ouverture de parcelles agricoles communautaires (en haut à droite et en bas à gauche) et étiquetage d'arbres et arbustes (en bas à droite) dans le paysage de Badiar.

Dans le paysage PSS, sur 14,75 hectares répartis dans 17 champs, les récoltes ont atteint 8 144,8 kg de riz, 1 446 kg d'arachide, 386 kg de fonio et 2 980 kg de patates douces. Les productrices et producteurs de cultures maraichères du PSS ont récolté 19,4 tonnes d'aubergine, 1,1 tonne d'oignon, 460 kg de gombo, 82 kg de tomate et 46 kg de piment sur 8,6 ha. Au total, 13 572,8 kg de maraichage ont été vendus au prix total de 32 011 000 GNF, soit 3 205 EUR.

- *Apiculture :*

La WCF a poursuivi son appui en formation aux 15 GIE apicoles (547 membres, dont 186 femmes) au Badiar et aux 15 GIE apicoles (433 apiculteurs, dont 147 femmes) au PSS. Ensuite, ces groupements ont bénéficié de formations et de dotations de 200 ruches kényanes et d'équipements connexes. Pour ceux du Badiar, 170 ruches kényanes et d'équipements connexes ont été dotées.



Modèle des ruches installées dans le paysage de PSS : (1) Ruche traditionnelle (2) Ruche kényane éco-responsable.

La WCF a soutenu les producteurs/trices de miel pour améliorer la qualité puis assurer la vente aux commerçants de Conakry et de Mamou. Au total, 14 147 litres de miel ont été vendus pour un montant total de 353 675 000 GNF, soit 35 400 euros l'année 2025 au PSS. La production du miel dans cette zone est un véritable moteur d'amélioration des moyens de subsistance pour les ménages locaux.

- *Filière Karité*

Au regard des conditions climatiques de deux paysages, la zone de Badiar est un site par excellence pour la production du beurre de karité. La WCF avait identifié le potentiel lors des études socioéconomiques et de la revue bibliographique des études passées. Sur la base de ces résultats, deux centres de transformation ont été ouverts à Sambaldé et Pathianki. L'objectif étant de rassembler les productrices du beurre de karité afin de renforcer la vie associative et d'organiser les ventes groupées. Cette approche est bénéfique et renforce la position des productrices de karité dans les négociations de vente. Dans les deux centres de transformation, 402 productrices (issues de 17 villages et 15 GIE) ont été soutenues dans la transformation de 21,10 tonnes d'amandes, produisant 6,8 tonnes de beurre de karité. Et, grâce à la médiation de la WCF, un contrat d'achat du beurre de karité a été établi avec l'entreprise OKA Cosmétique. 3,3 tonnes de beurre de karité ont été vendues, générant 100 000 000 GNF (soit 9 716 EUR).

- *Filière Élevage*

Bovin : dans la zone du Badiar, une formation théorique et pratique sur la fabrication de 173 blocs à lécher a été organisée pour 277 éleveurs (dont 131 femmes) issus de 7 communautés villageoises. Simultanément, au PSS, la WCF a soutenu la fabrication de 75 blocs à lécher par les éleveurs suite à de la formation dispensée dans 6 villages pilotes.

Ensuite, deux hectares ont été clôturés en grillage pour servir de lieu de repos et d'abreuvoir aux bestiaux. Ces actions vont permettre de maîtriser le cheptel, réduire la divagation et les conflits avec la faune sauvage.

Pisciculture : sept mois après le lancement de la pisciculture, les communautés de Konkouré du PSS ont procédé à une capture de 104 kg de poissons dans les étangs mis en place sous l'initiative du projet UE *NaturaGuinée* en février 2025. Quarante-quatre kilogrammes ont été dédiés à la consommation, tandis que soixante kilogrammes ont été réservés comme géniteurs pour assurer la prochaine production.



Pêche dans l'étang de grossissement de Konkouré (1); Poisson destiné à la consommation (2).

- *Foyers améliorés*

L'initiative de fabrication de foyers améliorés par les femmes a atteint son ascension spectaculaire en 2025. Dans la zone du PSS, 168 femmes ont fabriqué 341 foyers améliorés, désormais utilisés quotidiennement. Au-delà d'une fabrication élémentaire, les témoignages venant des femmes confirment la réduction de fréquence à la recherche du bois de chauffe, la réduction de la pénibilité de travail pendant la cuisson et la répliquabilité facile du dispositif. Il est prévu de répliquer cette approche dans la zone du Badiar dès l'année prochaine.



Foyer amélioré fabriqué à Kondiagbe dans le paysage de PSS (1) ; Usage de foyer amélioré à Binihoye (2) ; Illustration d'utilisation du bois avec une cuisine à ciel ouvert (3).

➤ *Organisation de la gouvernance locales dans les aires protégées*

Cette année, la WCF a reçu la visite de la responsable de l'équipe finance en charge du Sénégal, la Guinée et la Sierra Leone. Les échanges ont tourné autour de la nécessité de maintenir la qualité du travail accompli en 2025. La WCF a également reçu la visite sur terrain de la chargée du programme de la section coopération en novembre 2025. Cette visite s'est achevée sur une note de satisfaction des réalisations accomplies en si peu de temps. En même temps, une autre visite du chef d'équipe économie et santé de la délégation de l'Union européenne est prévue au premier trimestre 2026. Ces visites démontrent l'intérêt que la Délégation de l'Union européenne porte sur le projet et surtout sur son bon déroulement. En outre, un atelier à Conakry en février 2025 a réuni le MEDD, l'AGEE, l'OGPNRF, Rio Tinto, Winning Consortium Simadou et le Comité de pilotage (COFIL) pour examiner les résultats du biomonitoring 2022-2024 et les impacts du chemin de fer, notamment sur les éléphants. Les mesures d'atténuation et exigences de conformité ont été revues. Les communautés ont exprimé leurs préoccupations concernant l'augmentation des conflits homme-faune. Le MEDD a demandé à l'AGEE de veiller au respect du PGES et de produire un rapport EIES standardisé.

Une réunion du comité de pilotage du projet UE NaturaGuinée s'est tenue en juillet 2025 à Kindia impliquant, les services partenaires étatiques, la société civile et la National Protected Area Authority (NPAA) de Sierra Leone. La WCF y a présenté ses interventions dans les aires protégées de Guinée, ainsi que deux exposés techniques : suivi des éléphants et suivi des impacts du chemin de fer et des mesures d'atténuation menées avec l'AGEE.

La WCF a participé au Sommet Climate Change 2025, organisé les 27-28 octobre au Palais de Cotonou (Bénin). Elle y a présenté la population d'éléphants de Sabouyah ainsi que les outils de suivi de leurs dynamiques lors de l'atelier « *Gestion des conflits Homme-Faune : le cas de l'éléphant en Afrique de l'Ouest* ».



Atelier de suivi des impacts de la construction du chemin de fer dans le Parc National proposé du Pinselli-Soyah-Sabouyah.

Parallèlement, le décret de création du Parc National du Pinselli-Soyah-Sabouyah a été co-élaboré par la WCF et le MEDD. Les limites validées par les communautés en 2024 ont été intégrées dans la version révisée. En octobre 2025, une réunion à Conakry a permis de relire le projet de décret et d'intégrer les recommandations des services techniques du MEDD ainsi que celles issues des consultations communautaires. Il est désormais essentiel d'accompagner le ministère dans la soumission du décret au conseil des ministres pour son adoption finale.

La WCF ancre sa démarche de gestion durable des ressources naturelles et de développement économique dans une stratégie de gouvernance territoriale. Celle-ci repose sur l'accompagnement de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) pour élaborer Plans de Développement Locaux (PDL) intégrant les dimensions environnementales et socio-économiques.

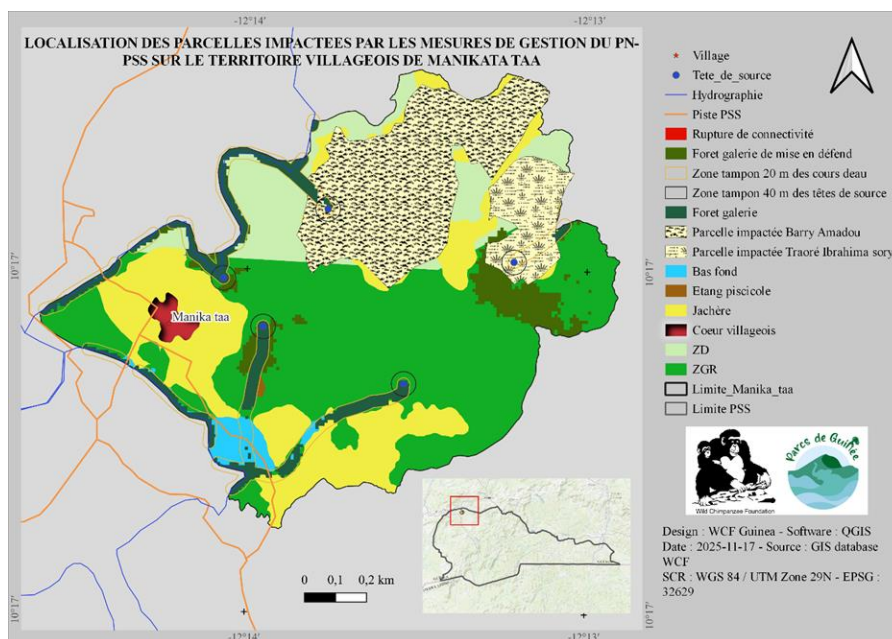
- *Plans de gestion des territoires villageois (PGTV)*

PSS : à la suite de la validation de six PDL en avril 2025 pour les communes rurales du PSS, la WCF, en collaboration avec les comités locaux, a œuvré au développement des Plan de Gestion de Terroirs Villageois (PGTV). Ce processus a inclus des études démographiques, la cartographie participative et des concertations communales pour élaborer des plans de gestion et négocier des accords de restauration et de conservation.



Production d'une carte participative du territoire villageois : (1) Elaboration de la carte par les femmes de Sébékoto et (2) par les femmes de Sabouyah.

Trois sessions de validation des PGTV et plans de mesures de réduction (PMR) ont eu lieu du 17 au 20 novembre 2025 à Maninkata et Konkouré Gare, réunissant 83 participants. Les communautés de Maninkata et Konkouré Gare, ainsi que celles de Sogoroya, Tonfily-Pourikoya et Sébekoto, ont signé des accords de mise en œuvre. La validation formelle des documents PGTV et PMR est prévue en 2026.



Cartes participatives produites pour les villages de Maninkataa (à gauche) montrant les parcelles agricoles impactées par le projet.

Badiar : l'élaboration de PDL concerne nombre de communes et bénéficie d'un cofinancement de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC). Un atelier d'échange d'expériences sur l'élaboration et l'actualisation des PDL, rassemblant les acteurs clés du développement rural, est prévu pour la fin 2025.

- *Mécanisme de gestion des plaintes et griefs*

Un mécanisme de gestion des plaintes et griefs a été mis en place pour traiter les réclamations liées à l'utilisation des terres et des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles.

PSS : en 2025, six sessions d'information ont été organisées dans 48 localités du PSS, touchant 1 891 habitants dont 801 femmes. Ces sessions ont permis de collecter 86 plaintes (dont 82 liées aux conflits homme-faune et 4 aux conflits sociaux) dans 23 localités du futur PN-PSS. Quarante-deux sessions de concertation ont ensuite mobilisé 1 573 participants (dont 597 femmes), aboutissant à la résolution de 83 des 86 plaintes enregistrées.

Badiar : la mise en place de ce mécanisme et l'ouverture d'échanges communautaires sur la gestion des territoires villageois sont également prévues pour le premier trimestre 2026.

- *Communication et sensibilisation des communautés*

Badiar : 2 463 personnes (dont 1 143 femmes) ont été sensibilisées via des cercles d'écoute, le cinéma mobile (7 356 participants, dont 2 084 femmes) et des tournées théâtrales (5 143 personnes, dont 1 498 femmes). Le programme éducatif "Club P.A.N." (Personne-Animaux-Nature) a été mis en œuvre dans six écoles, touchant 306 enfants (dont 164 filles) durant l'année scolaire 2024-2025.



Séance d'animation Club P.A.N. dans une école primaire de la zone du Badiar.

PSS : 11 236 personnes (dont 5 531 femmes) ont bénéficié d'actions de sensibilisation à travers des cercles d'écoute (3 824 participants, dont 1 854 femmes), des sessions d'information par boîtes à images (2 041, dont 1 101), le cinéma mobile (1 411 participants, dont 666 femmes), des journées spéciales dédiées à la protection de la nature (187 inscrits, avec des femmes) et des tournées théâtrales (3 473 participants, dont 1 789 femmes). Le programme éducatif "Club P.A.N." a également été déployé dans six écoles, touchant 300 enfants (dont 121 filles) durant l'année scolaire 2024-2025.

- *Outils de communication et visibilité*

Divers supports de communication (kakemonos, banderoles, affiches, t-shirts, panneaux de visibilité) ont été développés pour renforcer la visibilité des projets mis en œuvre par la WCF en Guinée. Au total, 645 outils ont été produits pour le paysage du Badiar. Ces actions ont été complétées par la diffusion d'un communiqué radio et la publication de huit articles sur le site internet et les réseaux sociaux de la WCF.

7. Les développements en matière de gestion

En avril 2025, la WCF et l'OGPRNF ont conduit une évaluation de l'efficacité de gestion du Parc National proposé de Pinselli-Soyah-Sabouyah au moyen de l'outil IMET (*Integrated Management Effectiveness Tool*). Le score d'efficacité de gestion a été évalué à 60,8, pour PSS et 45.39 pour le Badiar. Ces scores démontrent une tendance positive dans la gestion de ces deux aires protégées au regard du contexte d'intervention, la planification, le budget disponible ainsi que les processus mis en place pour la gestion

8. Perspectives 2026 pour le pays

La WC Guinée sera dans sa troisième année sur quatre de mise en œuvre du projet UE Natura Guinée et dans sa dernière année du projet Rainforest Trust. Les différentes visites du terrain par la délégation de l'Union européenne ainsi que par des membres du comité de pilotage du projet ont apprécié le niveau de mise en œuvre du projet. La WC se voit donc confirmé de poursuivre la mise en œuvre d'activités suivant les trois piliers de l'initiative NaturAfrica à savoir, la conservation, l'économie verte et la gouvernance territoriale.

8.1. Objectifs pour 2026

Objectif 1. Conservation de la biodiversité

- Augmenter le score d'évaluation d'efficacité et de gestion du PSS et Badiar ;
- Signature du décret de création du PSS et Badiar ;
- Couvrir 80% des surfaces totales par des patrouilles de surveillance ;
- Épargner 70% des forêts claires et galeries du PSS et Badiar ;
- Organiser 50 investigations avec le commandement et les unités préfectorales et régionales de la brigade de lutte contre le trafic des espèces sauvages ;
- Finaliser les travaux de rénovation au CCC ;
- Finaliser les travaux de rénovation au jardin botanique de Camayenne ;
- Poursuivre les travaux de construction du sanctuaire multi-espèces.

Objectif 2. L'économie verte

- Appuyer 2000 femmes dans la mise en place d'une chaîne de valeur (Karité et Arachide) ;
- Former 1000 éleveurs dans la gestion de l'élevage dans une aire protégée ;
- Signer 5 contrats de vente entre les groupements d'intérêt économique et les potentiels acheteurs ;
- Appuyer 50 groupements sur les bonnes pratiques en agriculture.

Objectif 3. Gouvernance territoriale

- Accompagner 1000 personnes sur le fonctionnement du mécanisme de plainte et griefs ;
- Mettre en œuvre le programme Club P.A.N. dans 12 écoles.

8.2. Défis pour 2026

Les défis identifiés sont structurés suivant les trois piliers : Conservation, Économie verte, Gouvernance territoriale.

Conservation : Le lancement d'un inventaire systématique constitue un défi au point de vue logistique. La phase de construction du chemin de fer a pris fin et un lancement de la phase d'exploitation a été lancé le 11 novembre 2025. Pour cette nouvelle phase, il est possible que les méthodes de suivi évoluent. Et pour cela, des nouvelles formations des agents de terrain sont nécessaires.

Économie verte. La WC travaille maintenant depuis plus de cinq ans à développer les chaînes de valeur porteuses pour les communautés locales vivant dans et autour des aires protégées. Il s'observe une mobilisation générale des communautés dans l'appropriation des techniques, ce qui augmente chaque année la production de karité. Il est important d'identifier des partenaires d'achats supplémentaires pour maintenir la vente des produits issues directement des communautés à des prix concurrentiels.

Gouvernance territoriale. Les discussions sur la gestion et aménagement des territoires villageois constituent la clé du succès pour une gestion concertées des terres. Cependant, il est difficile d'anticiper sur la durée et l'issue du processus. Certains villages sont réceptifs et dans cas les discussions avancent vite. D'autres sont moins réceptifs et dans ce cas, les discussions dureront plus longtemps. La position des villages par rapport au zonage du parc est une question qui mérite d'être clarifié dès les débuts des discussions. Le programme Club P.A.N. est apprécié par les différentes institutions scolaires autour des aires protégées. Cependant, le projet actuel a prévu six écoles dans chacune de deux zones d'interventions du projet. D'autre part, la mise en œuvre d'accord de collaboration entre la DPN et l'OGPRN nécessite plusieurs séances de coordination d'actions avec les nouveaux acteurs. Il s'agit principalement de l'Union Internationale pour la Conservation de la Biodiversité, l'ONG Panthéra, et Wild Africa Conservation.

9. Remerciements

La WC tient à remercier vivement l'Union européenne NaturaGuinée, Rainforest Trust, Fondation Arcus, Fondation SEGRE, Zürcher Tierschutz, Rio Tinto, Winning Consortium Simandou, Zoo am Meer Bremerhaven, Serengeti Park Stiftung, and Monde Sauvage Safari Park.

Nous tenons également à remercier le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, l'Office Guinéen des Parcs Nationaux et Réserves de Faune, l'Agence Guinéenne d'Évaluation Environnementale, la Direction Générale des Collectivités Locales, la Brigade nationale de lutte contre la criminalité faunique et floristique, les autorités préfectorales de nos zones d'interventions

Nous tenons aussi à remercier les élus locaux et communautés locales.